

La VALEUR de la PREUVE
dans
l'EXPERTISE des ÉCRITURES

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Maggie GUIRAL



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

1927

LA VALEUR DE LA PREUVE
DANS L'EXPERTISE DES ECRITURES

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

La VALEUR de la PREUVE
dans
l'EXPERTISE des ÉCRITURES

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Maggie GUIRAL



LYON

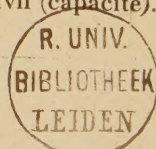
Imprimerie BOSC Frères & RIOU
42, Quai Gailleton, 42

—
1927

PROFESSEURS

MM.

- APPLETON (Charles), *, * I., professeur honoraire.
 GARRAUD (René), *, * I., *, professeur honoraire, correspondant de l'Institut.
 JOSSERAND, *, * I., doyen, professeur de Droit civil.
 PIC (Paul), * O., * I., professeur de Droit international public.
 APPLETON (Jean), O, *, *, * I., professeur de Droit administratif.
 LAMBERT, * A., * professeur de Droit comparé.
 BOUVIER, * I., professeur de Science financière et de Législation française des finances.
 LAMEIRE, * I., professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.
 LÉVY, *, * I., professeur de Droit civil.
 GONNARD, *, * I., professeur d'Economie politique.
 ANTONELLI, *, *, * I., professeur d'Histoire des doctrines économiques.
 PERROUD, *, * I., professeur de Procédure civile.
 COHENDY (Georges), * ., professeur de Droit commercial général.
 GARRAUD (Pierre), *, A., professeur de Droit criminel.
 ROUBIER, * A., professeur de Droit romain.
 LAMBERT (Jacques), Agrégé, chargé de cours d'Histoire du Droit.
 BOYER, Agrégé, chargé de cours de Pandectes et de Droit Romain.
 PHILIP, Agrégé, chargé de cours de Science financière et de Législation française des finances.
 MOREL, chargé de cours de droit romain.
 GALLAND, *, * I., chargé de cours de droit civil (capacité).
 BECQ, * I., secrétaire.



MEMBRES DU JURY

- M. ROUBIER, Professeur à la Faculté de Droit, *président*.
 MM. COHENDY, Professeur à la Faculté de Droit }
 LÉVY, Agrégé à la Faculté de Droit } *assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA VALEUR DE LA PREUVE DANS L'EXPERTISE DES ÉCRITURES

INTRODUCTION

Je n'entreprends point, par ce travail, une étude juridique de la preuve. Ce domaine très important du Droit civil est encore peu exploré aujourd'hui.

Il en est, si j'ose employer ce terme., à la période expérimentale. Des sciences ne sont fortement constituées que si elles se sont bâties sur le domaine de l'observation. Il n'est pas de discipline, si abstraite qu'elle soit, qui puisse se passer du faisceau d'observations particulières, de cas individuels d'où elle pourra tirer des lois.

Cette méthode, toujours bienfaisante, est essentielle en Droit. Dans le domaine du Droit civil, pour se limiter à lui, on rencontre un nombre considérable de questions qui n'ont pas fait l'objet d'une mise au point définitive parce qu'on a voulu les fixer tout d'abord dans des formules générales. Et la pratique en a révélé les inexactitudes. Le problème si complexe de la responsabilité, par exemple, est, depuis quelques années, le point ardu où se rencontrent les recherches inquiètes, incertaines de tous les

juristes. La colossale poussée économique des xix^e et xx^e siècles, en découvrant des aspects imprévisibles de la responsabilité, a démontré ce qu'avaient d'étriqué, dans leurs sèches précisions, les articles 1382 et suivants du Code, qui la règlementent.

On s'est aperçu qu'il ne fallait pas parler d'une responsabilité, mais des responsabilités. Et c'est en partant de cas concrets posés par la pratique et de l'ensemble des solutions jurisprudentielles qu'on a pu s'élever aux théories plus adaptées, plus souples, de l'abus des droits, du risque, de l'enrichissement sans cause, etc...

De même pour la preuve. Il n'existe pas de travaux d'ensemble sur la preuve. Seuls quelques points de cette importante théorie ont été étudiés. Je citerai, par exemple, le travail très complet et très brillant du Professeur Maurice Picard sur la commune renommée.

Il ne peut donc pas être question encore d'une théorie générale de la preuve, mais d'une contribution à l'étude de la preuve. Pour ma part, je m'attacherai au domaine très spécial de l'expertise en écritures. C'est une science toute neuve, si c'est un art déjà ancien. Mais les progrès de la chimie et de la physique et l'introduction des méthodes scientifiques dans l'expertise en écritures enrichissent parfois la preuve qu'elle administre d'éléments de quasi certitude. L'heure n'est pas venue encore d'étudier dans sa généralité la valeur de cette preuve. Cette thèse sera une thèse de pure observation. Je présenterai quelques cas empruntés à la pratique du Labo-

ratoire de Police Technique de Lyon, chaque cas ressortissant à une technique différente. Et j'analyserai les conclusions qui s'en dégagent, pour la preuve, dans le procès civil et le procès pénal.

Ce travail n'est donc nullement un travail pour l'avenir. C'est, enfermé dans quelques cas strictement définis et dans l'état actuel des techniques, l'examen du degré de certitude auquel peut conduire la preuve par l'expertise en écritures.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

A. — Historique

Ceci n'est pas une histoire glorieuse. Et la petite noblesse que les méthodes scientifiques ont conférée à l'expertise des écritures est encore bien fraîche, bien neuve. Jusqu'à la fin du siècle dernier, l'empirisme régnait dans un domaine tout particulièrement délicat et aléatoire; et les « hommes de l'art » y apportaient un esprit à la fois plein de certitude et vide de science. La phrase de Bertillon restait vraie : « L'expertise n'a guère progressé depuis Raveneau. »

Les faussaires ont toujours existé. Suétone nous apprend, déjà, que Titus eût pu être le plus grand faussaire de son temps. Et on lit dans *Procopé* que Priscus d'Emèse, qui contrefaisait l'écriture de ses contemporains, ne fut démasqué que par son aveu.

L'expertise en écritures, elle aussi, n'est pas une invention récente. Et la justice, ni le législateur, ne l'ont ignoré longtemps. Ils s'en sont occupés depuis

toujours, semble-t-il, pour lui assigner une place aussi peu importante que possible, et l'entourer de méfiance, et de réserves que certains experts eux-mêmes, nous le verrons, sont les premiers à établir.

Nous trouvons une trace certaine de l'expertise en écritures dès Constantin. En l'an 539, Justinien cite, dans la Nouvelle 73, une erreur judiciaire causée par des experts qui avaient conclu au faux pour une pièce dont l'authenticité fut établie postérieurement. Il écrit : « La ressemblance des écritures nous est « très suspecte; c'est un argument qui nous a mille « fois trompés; nous ne saurions nous y reporter « tant que nous ne verrons pas de meilleures preuves. » Il avait, déjà, dans la Nouvelle 49, nié que la certitude pût être atteinte par l'expertise en écritures. Et il prit des mesures pour assurer l'authenticité des pièces de comparaison.

En ce qui concerne notre pays, on connaît, grâce à Papon, qui les a réunis, des arrêts rendus sous Charles V et concernant une affaire de faux où était impliqué le Seigneur de la Rivière, premier chambellan du Roi, en 1370. La plus ancienne tentative d'organisation des expertises en écritures daterait de 1569, époque où un certain faussaire, ayant audacieusement contrefait la signature du Roi Charles IX, des hommes d'une compétence reconnue furent aussitôt commis juridiquement, afin d'examiner ce document apocryphe, entaché du double crime de faux et de lèse-majesté. L'année suivante (1570), les experts groupés en « Communauté d'écrivains experts vérificateurs », reçoivent du Chancelier de

l'Hôpital, par l'Ordonnance de Saint-Germain des Prés, des lettres patentes, en vertu desquelles les membres de la nouvelle corporation sont qualifiés de « Maîtres jurés écrivains experts vérificateurs en « écritures et signatures comptes et calculs contestés « en Justice. » Cette Ordonnance, qui longtemps réglémenta toute la question, précise les épreuves à la suite de quoi sera décerné le diplôme supérieur de Maître écrivain juré. Il fallait subir un examen de capacité et produire un « chef d'œuvre » de calligraphie. Deux titres s'échelonnaient qui mesuraient la science et l'ambition : maître écrivain juré et maître expert écrivain juré. Le lieutenant de police nommait et présidait de droit la Corporation. Henri IV accorde aussi des lettres patentes en 1595. Le 7 septembre 1613, sur rapport du sieur Petau, un arrêt du Parlement de Paris déclare que : « Pour les vérifications d'écritures et signatures, pourront à « l'avenir être pris et nommés, soit par les juges ou « par les parties, tant les greffiers, leurs clerks, commis, notaires, qu'écrivains et autres personnes capables ». Ce qui, il faut le craindre, laissait la part bien large aux personnes capables... Ce même arrêt fait état de plaintes et « plusieurs inconvénients qui « sont arrivés par communication de pièces aux « experts ».

Jusqu'ici, nous ignorons tout des méthodes employées par les experts. Le premier ouvrage publié sur la question est l'« Avis pour juger les inscriptions en faux », de François Demelle (1609). En 1622, l'Italien Baldo écrit un opuscule sur « La possibilité

de porter un jugement d'après un graphisme donné », et se révèle, par là, véritable précurseur de la graphologie. L'art des experts (on ne peut vraiment déjà parler de leur science) se heurtait au septicisme quasi général, et Robert Prud'homme, en 1639, répond longuement aux critiques qu'on ne lui ménage pas, non plus qu'à ses collègues.

L'ouvrage capital, celui qui, jusqu'en ces dernières années, et avant l'emploi des méthodes de laboratoire, restait le plus complet, le plus averti, et le modèle, c'est le « Traité des Inscriptions en faux », de Raveneau, qui, paru en 1666, dut être réimprimé en 1673. Toutes les précautions, toutes les prudences d'un esprit observateur et fin y sont exposées. Il commence par d'excellents conseils sur l'« ordre de « considérer les pièces de question et celles de comparaison ». Il recommande qu'on s'assure de l'authenticité des pièces de comparaison. Il connaît toutes les sortes de faux (c'est lui qui signale le faux par contretirement) et toutes les raisons qu'on a de se méfier d'une écriture dès le premier coup d'œil : forme trop régulière d'une écriture ou d'une signature (signature obtenue par calque), retouches, tremblements, identité trop parfaite des signatures. Il sait toutes les difficultés de l'expertise et les obstacles presque insurmontables que dressent certains faussaires si bien entraînés que « la sorte d'écriture « telle qu'il voudra faire, il l'écrive aussi librement « que son écriture ordinaire et accoutumée ». Le premier, il ose douter : « On peut être dans l'impossibilité de découvrir la fausseté. » Il fait porter

l'expertise sur les points les plus minutieux et l'enrichit de méthodes que, plus de deux cents après, on retrouvera avec des cris de triomphe : examen de deux signatures en les accolant et les regardant par transparence (c'est, en somme, la première idée de la photographie composite); examen de la tenue de la plume; de la qualité du trait; des encres. Il connaît la façon de déterminer si une écriture est ancienne ou nouvellement faite, si certaines lignes ou certains mots ont été ajoutés, s'il y a eu addition, soustraction et changement de feuillets, altérations et suppositions de chiffres les uns pour les autres. Et un des passages essentiels de son remarquable petit livre est le chapitre IX « Sur la façon de former les lettres », où il donne une leçon si pleine de sagesse aux calligraphes, mais que ceux-ci, pour le malheur de l'expertise, ne sauront pas entendre : « Il ne faut pas s'y arrêter entièrement (à la forme des lettres) pour décider de la fausseté ou vérité d'une pièce, parce que c'est la chose la plus aisée à contrefaire et à imiter. »

On le voit, Raveneau avait acquis une très grande habileté dans l'expertise, habileté qui fit sa perte. Le jour où il se crut plus adroit que les faussaires, il ne put résister à la tentation d'édifier une fortune facile. Mais il fut découvert. — peut-être même grâce aux méthodes que son livre excellent avait répandues, — et condamné.

Et l'on continuait de légiférer. Une Ordonnance de 1667 consacre son titre XII^{me} aux reconnaissances et vérifications d'écritures. Cette même année

1667, Pussort observe que « l'expert est beaucoup plus juge de l'affaire que le juge lui-même ». Une autre Ordonnance, en 1670, s'occupe de l'instruction du crime en faux (titre IX). Cette sollicitude vis-à-vis des experts, nourrie d'ailleurs, souvent, du manque de confiance, les grandissait d'une considération générale. Les rois, à leur avènement, n'osaient pas vendre des titres à la Corporation. Un arrêt du Conseil privé de Louis XIV (10 novembre 1672) sanctionne cette immunité.

Cependant, chaque expert, tour à tour, expose sa méthode. En 1699, de Blégny étudie « la manière de procéder à toutes les vérifications d'écritures ». En 1700, Philippe de Rénusson publie « La preuve par comparaison d'écritures » en réponse à un réquisitoire violent que Roland Le Vayer de Boutigny avait fait paraître contre l'expertise en écritures en 1666 et qui fut réimprimé en 1704 et 1727.

Et la Communauté d'écrivains experts conquiert de nouvelles lettres de noblesse. Louis XV l'érige en Académie en 1727. Mais la foi qu'on accordait à leur art était petite, hésitante, et il semblait à tous que l'expertise ne pourrait jamais faire preuve entière. Cette doctrine fut définitivement admise par une Ordonnance de 1737. De savants bénédictins viennent encore en discuter le crédit dans un ouvrage intitulé « Les Nouvelles diplomatiques » (1756), et manifestement inspiré de Le Vayer de Boutigny. Ce scepticisme, ces attaques appellent la défense de l'expertise. Le Vallain (1761), d'Autrèpe (1770) et Jumel (1790) s'en chargent avec plus ou moins de bonheur.

La première disgrâce qui touche la Corporation des maîtres experts écrivains jurés date de 1776 : Turgot la supprime. Elle est rétablie peu après, mais pour subir, le 2 mars 1791, le sort des autres corporations : elle disparaît. Une Académie d'écritures, où entrèrent ses anciens membres, la remplaça tout d'abord, puis, peu à peu, les traditions se perdirent, et l'expertise devint ce qu'elle fut au xix^e siècle : un vaste champ d'expériences livré par le législateur qui s'en désintéresse à des gens de culture et de préparation très inégales. Ceux-ci ayant apporté des tendances disparates, des méthodes fort différentes, et constitué des écoles qui furent, trop souvent, et pour le plus grand dommage de l'expertise, des sœurs ennemies.

Au commencement du xix^e siècle, la calligraphie triomphe, c'est-à-dire l'étude, dans les pièces soumises à l'examen, des ressemblances purement formelles de graphisme. La méthode est puérile, ridiculement insuffisante; elle se heurte aux réserves nettement formulées des savants et des gens de justice. L'expertise garde néanmoins une relative dignité.

Des affaires retentissantes, qui s'échelonnent au cours du xix^e siècle et jusqu'au commencement du xx^e, vont la faire considérer, peu à peu, comme un jeu dont on doit se rire et les experts comme des plaisantins légers qui seraient irrésistiblement comiques si leurs erreurs n'avaient eu, parfois, de si tragiques conséquences. Parmi les plus sérieuses de ces affaires, je cite : La Roncière (1885), La Boussinière (1891), Dreyfus (1894) et Humert-Crawford (1903). Il

ne m'appartient pas de les étudier ici. Notons, cependant, que les experts avaient vu juste dans l'affaire La Roncière en attribuant les lettres anonymes à la prétendue victime, Marie de Morel. Mais, dans ce singulier procès, la justice avait une opinion a priori. Des considérations sociales étaient en jeu ; La Roncière fut condamné, et les experts subirent un premier discrédit — bien immérité cette fois-là.

L'affaire La Boussinière était terriblement difficile. Le faussaire, d'une merveilleuse adresse, avait employé une méthode dont aucun exemple n'était connu. Ses aveux, seuls, firent la lumière dans une espèce où les experts n'avaient pas su la faire, mais que, quelle que fût leur compétence, ils n'eussent peut-être pas pu faire, en l'état des techniques du moment.

Je n'insiste pas sur l'affaire Dreyfus, que tout le monde connaît et qui a été si souvent exposée. On sait moins que certains experts virent juste (MM. Crépieux-Jamin, Mayer, Paraf-Javal, etc.). Les erreurs énormes et incompréhensibles (car l'affaire était facile) d'experts comme MM. Belhomme, Couard, Teyssonnières, surtout les lamentables conclusions grapho-psychologiques d'Alphonse Bertillon, jetèrent un ridicule définitif sur les méthodes insuffisantes, qui étaient, à cette époque, le tout de l'expertise en écritures. Et l'affaire Humbert, où s'illustrèrent tristement aussi trois experts, lui porta le coup de grâce. De telle sorte que M^e André Hesse, se levant au banc de la défense et résumant l'opinion générale, pouvait dire : « L'expertise en écritures ne signifie rien, par-

« ce qu'elle a été la cause de si nombreuses, de si
« impérissables erreurs qu'on tremble, à chaque ins-
« tant, de les voir se renouveler. »

Mais d'autres experts sont là pour sauver l'expertise de la faillite. Ils viennent proclamer l'insuffisance de la méthode calligraphique, cause de toutes les erreurs. Ils l'incriminent d'empirisme. Et ils proposent de lui substituer l'expertise graphologique, « instrument d'une merveilleuse précision », et dont l'abbé Michon est le premier évangéliste. La graphologie a d'ailleurs eu ses prophètes : l'Italien Baldo, au ^{xvii}^e siècle, Lavater, au ^{xviii}^e; et, vers 1819, Hocquart, un Français, avait publié l'« Art de juger du caractère des hommes sur leur écriture ». En 1863, un Allemand, Adolf Henze, publie un gros volume sur la matière : « Chirogrammatomancie ». Enfin, en 1873, l'abbé Michon affirme l'importance de la science qu'il s'est donné mission de prêcher, et la jette dans la voie du mysticisme. Il publie « Les Mystères de l'écriture », « Système de l'écriture », « Méthode de l'écriture », puis fait paraître, de 1873 à 1881, son journal « La Graphologie ». Mais, malgré la mystique qui l'inspirait, Michon avait tout de même étudié les facultés, les instincts et les goûts et indiqué l'influence qu'ils peuvent exercer sur les éléments de l'écriture. Il avait déjà imaginé l'expertise graphologique qui devait donner des résultats intéressants, après que le Docteur Héricourt, dès 1885, M. Crépieux-Jamin, et, dans les premières années du ^{xx}^e siècle, Pierre Humbert, eurent ramené la graphologie du mysticisme de l'Abbé Michon au réalisme.

Pierre Humbert a fait paraître, en 1903, une « Etude théorique et pratique de l'expertise en écritures » où il définit la graphologie « la science des mouvements de l'écriture ». L'expertise graphologique s'efforcera de reconstituer, par l'intermédiaire du graphisme, l'entité qui se manifeste dans chaque pièce documentaire. Puis elle passe à l'analyse des signes généraux du graphisme qui forment vingt-cinq groupes répartis en cinq classes (impulsion, orientation, étendue, forme, agencement) et à la théorie des dominantes. Pierre Humbert désigne par là les gestes favoris du scripteur qui traduisent les traits les plus accusés de son caractère. Or, quelle que soit l'habileté du faussaire, il ne peut pas déguiser entièrement son écriture, car il faudrait, pour y réussir tout à fait, un changement de la personnalité. Le graphologue observera alors les transformations factices de l'écriture et retrouvera les gestes familiers du scripteur qui traduisent les principaux traits de son caractère. Et Pierre Humbert indique alors des procédés d'observation qui marquent un progrès dans la voie des méthodes scientifiques : emploi de la loupe, du microscope et de la chambre claire; surtout, observation de la résultante; examen du plan dans lequel se meut la plume, des angles ou des courbes qu'elle trace, etc...

De son côté, Bertillon, que l'affaire Dreyfus n'avait pas découragé des expertises en écritures, publiait, en 1897 : « La comparaison des écritures et l'identification graphique ». Il aurait voulu dresser des tables de probabilité pour les divers tracés des lettres

examinées séparément et dans leur ensemble. Dans la pratique, il s'est contenté d'indiquer un système permettant de multiplier les points caractéristiques en les rendant plus aisément comparables : il photographie les documents à conférer au double de leur grandeur, les découpe en autant de morceaux qu'il y a de mots, colle ces mots sur fiches, les range, d'abord par ordre alphabétique, puis par rimes, et chaque fois procède aux comparaisons, en vue d'établir comment le scripteur attaque et termine les mots. Puis il les décompose, les classe d'après la seconde syllabe et procède aux mêmes rapprochements pour les lettres médianes. Cette méthode est peu féconde en résultats, mais Bertillon lui-même ne croyait pas avoir fait réaliser un progrès essentiel à l'expertise en écritures.

La graphologie avait engagé l'expertise en écritures dans la voie de l'analyse méthodique. Elle ne pouvait pas la faire progresser dans cette voie parce que ses techniques manquaient alors d'envergure. Le livre « Les révélations de l'écriture », publié en 1906 par M. Alfred Binet, directeur du Laboratoire de psychologie à la Sorbonne, est plein d'enseignements à cet égard. Sa conclusion, nuancée de méfiance, est à peu près celle-ci : « Il y a bien une intuition du caractère par l'écriture. Mais les graphologues amateurs et inexpérimentés paraissent réussir aussi bien dans cette lecture du caractère que les professionnels. » En particulier, les expériences réalisées par Binet avaient montré qu'il était extrê-

mement difficile, pour un graphologue, d'établir avec précision des faits primordiaux tels que l'âge et le sexe du scripteur. Et, d'autre part, l'étude, même approfondie, des écritures normales n'implique pas la capacité d'identifier les graphismes altérés.

Depuis, les travaux de MM. Crépieux-Jamin et Solange Pellat ont singulièrement précisé des données qui furent avant eux seulement empiriques. Très récemment (1927), M. Solange-Pellat a, sous le nom de graphonomie, groupé en une série de principes généraux, rédigés sous forme de lois, des constatations jusque-là éparses.

Mais, dès la fin du xix^e siècle, d'autres chercheurs, formés aux disciplines scientifiques et pratiquant les méthodes de laboratoire, essayaient de placer l'expertise en écritures sur le terrain solide des faits grâce aux examens chimiques, physiques, et en imaginant des comparaisons quantitatives au lieu des comparaisons qualitatives, — subjectives et soumises aux erreurs individuelles. Le premier, Persifor Frazer (à qui l'on doit un livre excellent : « Des faux en écritures et de l'écriture », qui reste un des ouvrages essentiels sur la matière) procède aux mesures des distances entre les différentes lettres des signatures, en prenant chaque fois des points aisément déterminables, à des mesures de hauteur basées sur les parties les plus caractéristiques des lettres, etc. Il fait porter ses recherches sur le plus grand nombre de signatures possibles, prend la moyenne de toutes les mesures et les compare avec celles de la signature

litigieuse. Il applique également à la vérification d'écritures la méthode de la photographie composite, qui consiste à exposer successivement à la même plaque sensible une série de signatures; il étudie les instruments scripturants et les encres dans le plus grand détail; il imagine l'emploi de la lumière oblique.

En 1914, Langenbruch, s'inspirant de Persifor Frazer, reprend la technique des mensurations et expose dans « Die Graphometrie » son procédé des lignes rythmiques. Il choisit les mots communs aux deux textes à comparer et trace des lignes horizontales, verticales ou diagonales, en prenant comme points extrêmes la base, le sommet, le début, la fin des lettres ou des autres signes graphiques. Si les deux textes sont de même origine, les lignes correspondantes seront proportionnellement de même dimension ; en cas de diversité, les proportions changeront.

Enfin, pour la première fois, en 1920, dans son livre « L'Enquête criminelle », le Docteur Edmond Locard exposait une nouvelle méthode d'identification graphique qui précisait l'emploi des mensurations dans l'expertise en écritures, et à laquelle il a donné le nom de graphométrie. Cette méthode, toute neuve, toute récente encore, marque un progrès considérable. Elle a permis d'aboutir à des résultats certains, que des faits ont contrôlés, dans des cas parfois désespérés. Je l'exposerai plus loin, à propos d'une de ces affaires.

En même temps, les altérations de l'écriture étaient étudiées par les méthodes de laboratoire : microphotographie, microchimie des papiers et des encres,

rayons ultra-violetes de la lampe de Wood. Ici, on arrive à des certitudes entières par des moyens purement physiques. Ce fut l'œuvre d'Osborn, de Popp, de Schneikert, de Dennstedt, de Reiss, de Bayle et d'Edmond Locard.

Enfin, il ne faut pas oublier (mais ici je ne peux pas entrer dans des développements qui m'entraîneraient hors du sujet) les importants travaux de M. Garnot et de M. Rogues de Fursac, qui ont mis au point le problème des déformations pathologiques de l'écriture, et permis de discriminer les faussaires et les malades.

B. — Procédure

La procédure de l'expertise en écritures est réglementée :

- 1° Procès civil : par le titre X^e du Code de procédure civile (articles 193 à 214), pour ce qui concerne la vérification des écritures, et par le titre XIV^e (articles 302 à 323) pour ce qui concerne les rapports d'experts;
- 2° Procès criminel : par les articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle, qui traitent de l'expertise, et par le chapitre premier du titre IV (articles 448 à 464), qui traite du faux.

Peu de procédures ont soulevé plus de critiques, et à plus juste titre. C'est que l'expertise en écritures a toujours été la parente pauvre de la Justice. On s'en occupe pour n'avoir pas l'air de l'ignorer obstinément, mais avec la sécheresse, le despotisme et les sévérités dans la négligence qu'on accorde aux pis-aller.

Il faut, d'ailleurs, marquer, tout de suite, à ce point de vue, des différences essentielles entre la procédure civile et la procédure criminelle, celle-ci plus large, plus pratique et pouvant sauvegarder plus utilement les intérêts des parties.

Dans le droit ancien, déjà, existait une procédure obligatoire, bien peu différente de l'actuelle procédure. Elle avait été fixée, en 1570, par l'Ordonnance de Saint-Germain-des-Prés. On en lit les dispositions essentielles dans Raveneau et dans Etienne de Blégnny. Le nombre des experts n'était pas fixé par la loi. Si plusieurs étaient désignés, à l'origine, ils devaient travailler séparément. Mais, par la suite, on autorisa le travail en commun. Ils devaient, avant de procéder à tout examen, prêter serment. Si les avis étaient partagés, les experts fournissaient des rapports séparés. S'ils s'étaient trop évidemment trompés, « les « juges supérieurs, nous dit Etienne de Blégnny, or- « donnaient que l'instruction serait recommencée « aux frais des officiers qui se trouvaient y avoir « manqué. »

Toute pièce arguée de faux était regardée comme fausse (une ordonnance réforma, d'ailleurs, ce point). On devait présumer vraies les pièces de comparaison authentiques et, si on s'y refusait, il fallait s'inscrire en faux contre elles. Les experts pouvaient réclamer des pièces nouvelles si celles qu'on leur avait confiées étaient insuffisantes, mais ils ne pouvaient avoir connu avant leur travail ni les pièces incriminées, ni les pièces de comparaison. Si une partie d'une pièce avait fait l'objet d'un rapport, l'autre partie, arguée de faux postérieurement, ne pouvait être soumise au même expert. Pour une seconde pièce du même procès, le même expert pouvait opérer. Enfin, si une partie de la pièce était seule arguée de faux, le reste de l'écrit servait de pièce de comparaison.

De nos jours, la procédure civile de vérification d'écritures semble survivre à une législation barbare et ridiculement méfiante. Il serait impossible, pour un expert consciencieux, d'accepter un examen d'affaire civile si la pratique et la tolérance des juges n'avaient apporté plus de souplesse à des règles archaïques.

L'expertise est ordonnée par un jugement qui nomme les experts d'office, « à moins que les parties ne se soient accordées pour les nommer. Le même jugement commettra le juge devant qui la vérification se fera. » Le consentement des parties ne peut autoriser le tribunal à ne nommer qu'un expert et même s'il s'agit, dans l'expertise, de procéder à un simple supplément d'information. (Civile, 13 décembre 1887, D. P. 88, I, 229, et Requêtes, 26 juin 1894, D. P. 94, I, 439.) Première absurdité de cette procédure, qui, ainsi, rend plus lente et plus coûteuse l'expertise, sans qu'il en résulte une sécurité plus grande. En réalité, un seul expert travaille, les deux autres se bornant à signer, souvent même sans avoir lu le rapport qu'ils ont prêté serment de faire « en leur honneur et conscience ».

Les experts nommés d'office pourront être récusés par les parties. La pièce à vérifier est déposée au greffe, paraphée ne varietur par le déposant, ou par son avoué, ou par son fondé de pouvoirs spécial, et par le greffier qui dressera un procès-verbal du tout. Puis, on procède au choix des pièces de comparaison. Si les parties ne s'accordent pas, le juge ne pourra recevoir comme telles que les actes authentiques, les

actes de l'état-civil ou les écritures et signatures privées reconnues par celui à qui est attribuée la pièce à vérifier (art. 200 C.P.C.). Ces pièces de comparaison sont déposées au greffe, à moins que le tribunal n'ordonne, sur le rapport du juge-commissaire, que la vérification se fera dans la demeure des dépositaires (étude d'avoué ou de notaire, mairie).

Les experts prêtent serment entre les mains du juge-commissaire désigné par le jugement. Puis, ils « procèdent conjointement à la vérification, au greffe, devant le greffier ou devant le juge, s'il l'a ainsi ordonné, et, s'ils ne peuvent terminer le même jour, ils remettront à jour et heure certains indiqués par le juge ou par le greffier. » (Art. 208 C.P.C.) Il est dressé procès-verbal de chaque séance.

Les trois experts seront tenus de dresser un rapport commun et motivé. S'il y a des avis différents, le rapport en contiendra les motifs, sans qu'il soit permis de faire connaître l'avis particulier des experts. En pratique, les parties peuvent se mettre d'accord pour autoriser les experts à faire des photographies. C'est l'unique remède intelligent apporté aux lenteurs et aux complications d'une procédure qui, si elle était suivie strictement, priverait l'expertise des procédés scientifiques dont l'emploi seul lui a redonné quelque prestige. (Imagine-t-on, par exemple, le transport et l'installation dans un greffe du grand appareil microphotographique de Leitz ou de la lampe de Hanau ?)

Le principe de l'intime conviction du juge, qui domine le procès pénal, en laissant au juge la tâche

principale, donne une plus grande souplesse à l'expertise. L'expert peut être désigné soit par les magistrats instructeurs ou par les tribunaux. Dans l'instruction préparatoire, le Procureur de la République ordonne l'expertise quand il y a eu flagrant délit. Dans les autres cas, c'est le Juge d'instruction. Pendant les débats, elle est ordonnée soit d'office, soit sur la demande des parties, par un jugement. Le jugement ou l'ordonnance de commission d'experts (quand c'est le Juge d'instruction qui ordonne l'expertise), détermine avec précision le travail de l'expert.

Pour les faux, les pièces incriminées sont, en principe, déposées au greffe pour y être examinées. Mais, le juge, en pratique, les confie à l'expert au moins pendant le temps nécessaire pour les photographier. Le choix des pièces de comparaison est laissé à la décision du juge. Celui-ci peut contraindre, même par corps, les dépositaires publics à fournir les pièces de comparaison qui seront en leur possession (article 454 C.I.C.); il pourra également requérir le prévenu ou l'accusé de produire et de former un corps d'écriture. Ce qu'il faut traduire : il pourra dicter au prévenu (ou accusé) le texte même des pièces incriminées, et dans les conditions exactes où l'incriminée a été faite, ce qui facilitera le travail de l'expert, et, peut-être même, le rendra possible dans des cas où, sans cela, il ne l'eût pas été. L'expert procède à ses opérations sans avoir à mettre les parties en demeure de les contrôler ou de les contredire.

Il peut donc travailler avec le maximum de liberté et, du point de vue scientifique, dans des conditions raisonnables.

Et cette différence capitale entre la procédure civile et la procédure criminelle commande, comme je l'exposerai au chapitre VI, une nature et un degré de certitude qui donnent une valeur très inégale à la preuve dans le procès civil et dans le procès criminel.

CHAPITRE II

Les diverses familles de faux

Les techniques de l'expertise en écritures sont étroitement conditionnées par les différentes espèces de documents qui en font l'objet. Tant qu'on n'a pas clairement perçu qu'il n'y avait, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, que des cas particuliers, on n'a pu procéder à l'expertise que d'une façon toute empirique. J'entends bien que, malgré l'extrême diversité des documents incriminés, il est possible de les classer en types déterminés. Mais le dénombrement même de cette liste laisse apparaître, entre les divers types de faux, de profondes différences de nature qui créent autant de degrés dans la certitude où peut atteindre l'expertise en écritures. Et l'on aperçoit alors l'importance et la nécessité de ces discriminations au point de vue de la valeur de la preuve.

Une distinction s'impose tout de suite.

Il y a, pour un faussaire, cinq façons d'opérer : par altération, par transfert, à main guidée, par imitation et par déguisement.

Le premier *modus operandi* s'attaque à la nature même du document.

Les techniques du transfert et de la main guidée sont des manières d'utiliser une écriture authentique. Elles laissent, ainsi que le faux par altération, des traces physiques réelles qui, si on arrive à les restituer, donneront à l'expertise la solidité d'un fait.

Par l'imitation et par le déguisement, au contraire, le scripteur crée le faux de toutes pièces. Le document sera donc intact dans sa nature même et, sauf dans des cas d'extrême maladresse, il ne pourra paraître faux que par comparaison avec des pièces authentiques.

L'expertise portera sur la comparaison; et la certitude de ses résultats subira la disgrâce qu'apporte la substitution du raisonnement au fait.

Voici donc cinq familles de faux.

Chacune d'elles comprend des genres dont la technique et l'utilité pour le faussaire sont très différentes.

A) FAUX PAR ALTÉRATION : 1° par grattage; 2° par lavage; 3° par surcharge ou par adjonction.

1° et 2° *Faux par grattage, faux par lavage.* — Ce sont des faux par l'amoindrissement du document. Le faussaire n'ajoute rien. Il se borne à faire disparaître une phrase ou plusieurs, un mot, parfois une seule lettre ou un chiffre qui le gênent,

Quel que soit le procédé employé, lavage ou grattage, l'altération du document laisse des traces.

Le grattage se fait à la gomme ou au canif, ce qui provoque, à l'endroit gratté, une rupture des fibres du papier et l'enlèvement de l'encollage. De plus, lorsque le texte gratté était un texte au crayon, malgré l'effacement à la gomme, le relief du verso (fouillage) persiste.

Des techniques diverses que j'examinerai au chapitre II permettront ou ne permettront pas, selon l'importance du grattage, de remonter le texte et de lire ce que le faussaire avait fait disparaître. Mais, en tout cas, des traces : fibres rompues, encollage enlevé, foulage, seront décelées par les procédés les plus simples et les plus certains. Et leur seule existence sera la preuve que le document, dans son état actuel, est un faux.

Pour le lavage, les substances employées peuvent être :

a) L'eau chlorée, l'hypochlorite de soude, le chlorure d'étain en solution aqueuse, l'acide chlorhydrique;

b) L'acide oxalique, l'oxalate de potasse;

c) Le bisulfite de soude;

d) Un mélange finement pulvérisé de carbonate d'ammonium et de soufre dans un petit sac de mouseline fine avec lequel on frotte l'écriture (ce dernier procédé très médiocre). L'expertise, à ces procédés chimiques, oppose la certitude de techniques physiques pour déterminer le point lavé et de techniques chimiques pour déterminer la substance lavante.

Ici encore, nous sommes dans le domaine des faits. Celui du lavage ne peut donc pas se discuter.

Le grattage et le lavage peuvent être utilisés par le faussaire pour modifier un testament (date, par exemple), un texte de caractère juridique, des effets de commerce, etc... Quand le lavage porte sur un document entier, c'est, en général, pour blanchir toute une feuille sur timbre parce qu'elle porte la trace d'un filigrane qui rendra vraisemblable un texte dont le faussaire a besoin.

3° *Faux par surcharge ou par adjonction.* — Le texte nouveau peut consister :

a) *Surcharge.* — 1° En une surcharge modifiant un chiffre ou une lettre; 2° une surcharge par des barres pour rendre le texte illisible;

b) *Adjonction.* — 1° En un texte forgé sur un lavage ou un grattage; 2° une intercalation de mots ou une interlinéation soit entre deux lignes, soit entre la dernière ligne et la signature.

Dans le faux par surcharge, la différence de teinte des encres (dans les cas les plus favorables), la façon dont les traits se superposent, l'arrachement des fibres du papier aux points d'attaque ou d'arrêt de la plume, les reprises du faussaire sont autant de traces inévitables qui attestent l'altération du document. Et la photographie, la microphotographie, l'examen à la lampe de Hanau (lumière ultra-violette), apportent la certitude de leurs révélations dans le domaine trop souvent incertain de l'expertise en écritures.

Dans le faux par adjonction, on peut trouver aussi

la différence de teinte des encres, des points de chevauchement du texte ajouté sur le texte primitif, la trace d'un grattage ou d'un lavage préalable. Et les méthodes scientifiques de l'expertise gardent alors à celle-ci la valeur positive d'une opération physique.

Lorsque des cas, exceptionnels je crois, de faux par adjonction se présentent sans qu'on puisse déceler les traces de la forgerie, il ne reste qu'une ressource : l'examen graphique du texte suspect et du contexte. Et nous entrons alors dans le domaine, beaucoup plus dangereux pour l'expert, du faux par imitation.

La surcharge et l'adjonction permettent au faussaire, comme le grattage et le lavage, de modifier des actes juridiques, des conventions qui le gênent ou ne le satisfont pas entièrement, d'utiliser des dates ou des chiffres dont une partie, ainsi, sera authentique.

B) FAUX PAR TRANSFERT. — Cette famille comprend : 1° le faux par calque; 2° le faux par contretirement; 3° le faux par découpage.

1° *Faux par calque*. — La technique en est simple. Il s'agit de reproduire un texte authentique au moyen d'un calque. Les procédés sont à la portée de tous. Le faussaire peut opérer en appuyant le modèle et le papier à remplir contre une vitre, ou, ce qui est beaucoup mieux, sur une plaque de verre oblique éclairée en-dessous par une lampe électrique. Si les méthodes du faussaire sont simples, l'expertise qui décèlera le faux est ici, solide. L'opération se traduit inéluctablement par une série de reprises, de retouches, de tremblements que révèlent avec certitude les

agrandissements photographiques, les microphotographies, l'examen à la loupe et au graphoscope (1). J'examinerai, dans le détail, au chapitre IV, la technique de l'expertise qui permet d'administrer, à peu près toujours, la preuve physique du faux. Je dois signaler tout de suite une raison d'admettre le faux dès le premier examen, si l'on possède, par chance, le modèle qui a servi au calque : c'est l'excès d'identité. Raveneau le signalait déjà, en 1666, comme un signe très sûr. L'écriture spontanée ne donne jamais deux fois, pour les mêmes textes ou pour les mêmes signes, des tracés exactement superposables. Une méthode excellente, dans ce cas, consiste à photographier l'un sur l'autre le texte incriminé et le texte de comparaison. On obtient un seul texte sans bavures, alors que la superposition de textes authentiques donnerait des différences appréciables dans le calibre, la direction, l'empâtement, etc... Cette technique de la *photographie composite* a été imaginée pour la première fois par Persifor Frazer, à la fin du XIX^e siècle. Mais Raveneau, à qui, décidément, on doit presque toujours revenir, examinait déjà par transparence le texte incriminé et le texte de comparaison, en les superposant strictement.

Le domaine d'application de cette sorte de faux est très restreint. Cette technique sollicite surtout les faussaires quand il s'agit d'obtenir une signature.

(1) Instrument spécial pour l'examen des écritures. Un microscope binoculaire à faible grossissement est fixé sur un dispositif qui permet l'étude des documents sans froisser ni déplacer les textes. Le graphoscope a été imaginé par Locard et réalisé par un opticien de Lyon, M. Gambs,



Elle peut servir aussi (moins souvent) à utiliser des formules juridiques (Lu et approuvé, par exemple) et des lieux et dates qui authentifieront un acte dont l'origine de l'écriture, dans le corps du texte, sera indifférente.

2° *Faux par contretirement*. — C'est l'opération précédente mais compliquée par un report lithographique, calcographique, graphotypique, etc... Rave-
neau la signalait déjà en 1666.

La technique du report s'appliquant à un calque est extrêmement rare. Son intérêt est surtout considérable lorsqu'elle aide à la constitution d'un faux sur découpage.

3° *Faux sur découpage*. — C'est le perfectionnement de la méthode précédente. Lorsqu'il s'agit de fabriquer un texte, l'imitation de l'écriture est un procédé bien dangereux, et d'autant plus dangereux que le texte à produire est plus long. D'autre part, si l'on dispose d'un modèle qui fournit une partie d'un texte, il est bien difficile de compléter par des mentions en imitation à main levée. Le voisinage des deux modes de forgerie rend le texte aussitôt suspect.

Aussi, dans des cas très rares (ou, du moins, que la pratique révèle tels), certains faussaires ont adopté une méthode audacieuse.

Le faux sur découpage comporte une double opération :

a) Constitution du texte; b) transfert.

a) Constitution du texte. — Le forger s'est procuré des documents authentiques en aussi grand

nombre que possible. Bien entendu, plus leur contenu se rapproche du texte à produire, plus le nombre d'expressions ou de phrases à utiliser est important, plus la forgerie est facile. Le forger découpe, à l'aide de ciseaux, les phrases ou les mots dont il a besoin, les rapproche, les groupe de façon à constituer son texte et les colle sur une feuille blanche. La principale difficulté de cette première opération est d'obtenir un texte si j'ose dire homogène. On ne peut pas intercaler, au milieu d'un texte en écriture menue, une syllabe, un mot ou même une phrase de fort calibre. De même, il est imprudent d'accoupler des mots tracés avec des encres de qualités diverses ou même de fraîcheur trop inégale. Encore, il faut prendre garde aux variations d'obliquité, aux directions dissemblables des mots ou des lignes.

Le texte ainsi constitué n'est pas présentable. Le faussaire, alors, a le choix entre divers procédés qui le rendront utile. Et l'on arrive ainsi au deuxième temps de l'opération.

b) Transfert. — La faussaire peut photographier son puzzle, puis le décalquer. Plus simplement, plus grossièrement aussi, il peut calquer directement le découpage. Il peut aussi transférer le texte à l'aide de substances donnant des reproductions dont la première est inversée, mais dont la seconde est directe. Enfin, dans le premier cas célèbre d'une forgerie de cette espèce (affaire La Boussinière), le faussaire avait fait établir, par un ouvrier spécialisé, un report lithographique de son découpage.

Ce procédé, complexe, hardi, dangereux par sa

rareté même, a créé des méthodes d'expertise qui s'accrochent encore à des réalités physiques et qui, par conséquent, ne sont ni les plus difficiles, ni les plus incertaines. Elles se groupent en deux opérations qui répondent aux deux opérations par lesquelles la forgerie s'est réalisée : *a)* les signes du découpage; *b)* les indices du transfert. Nous en verrons les techniques au chapitre IV.

La pratique a révélé que ces forgeries sont extrêmement rares. J'en connais, pour ma part, trois exemples : la fameuse affaire La Boussinière, de 1891 — les aveux du lithographe, seuls, ont permis d'établir l'existence du faux — et deux cas qui relèvent du Laboratoire de Police technique de Lyon : une affaire qui fit grand bruit en Italie, il y a trois ou quatre ans, et l'affaire Stauffer, par quoi la presse suisse fut alimentée, l'année dernière, et que j'étudierai, dans le détail, au chapitre suivant.

C) FAUX A MAIN GUIDÉE. — Dans un procès en vérification d'écritures, la question se pose, parfois, de savoir si le scripteur n'a pas eu la main guidée. Problème d'importance, surtout en ce qui concerne les testaments.

Il faut distinguer trois sortes de main guidée qui conditionnent des solutions juridiques très différentes :

a) La main inerte; *b)* la main forcée; *c)* la main aidée.

a) La main inerte. — C'est le cas d'un paralytique, d'un grand malade, d'un illettré total, ou même d'un

mourant qui demande que l'on écrive pour lui. Mais, par une sorte de superstition, il désire tenir l'instrument scripturant. Le scripteur véritable a donc à guider une main morte, donc tout à fait docile. Il obtient ainsi un texte dont le graphisme est analogue au sien, malgré un élargissement caractéristique des formes littérales. Cette déformation porte aussi sur les espaces interverbaux et entre chaque lettre. On peut noter enfin quelques altérations des valeurs angulaires, des modes de liaison, des accents et de la barre du t.

b) Main forcée. — Ce sont des cas un peu trop popularisés par le roman-cinéma mais connus, tout de même, de la pratique judiciaire. Un agresseur saisit la main de la victime et l'oblige à tracer un texte. La lutte entre deux volontés se traduit par une écriture très hachée et à peine lisible.

c) Main aidée. — Les cas sont, ici, fréquents. Le scripteur sait mal écrire ou il est atteint d'impotence fonctionnelle plus ou moins grande, ou l'affaiblissement dû à une affection générale lui ôte le moyen d'écrire seul. Mais, ici, sa main n'est pas un docile instrument; elle collabore. De ce concours de deux forces et de deux volontés tantôt concordantes, tantôt en désaccord, résulte un ensemble de caractéristiques que j'étudierai par des exemples cliniques au chapitre IV. La pratique établit la constance de ces syndromes, d'où Persifor Frazer, déjà, tirait des règles importantes « L'écriture produite ainsi par deux mains est ordinairement d'un aspect irrégulier. Elle change brusquement d'allure et met à côté de

lettres très hautes ou très larges d'autres lettres très basses ou très étroites. Cela s'explique par la non conformité des impulsions dues à chacun des deux écrivains. Si l'un et l'autre essayent, au même moment, de faire un trait de plume, la longueur de ce trait sera mesurée par la somme des impulsions qu'ont données les deux écrivains. S'ils agissent en opposition l'un à l'autre, l'un cherchant à faire un trait descendant tandis que l'autre essaye de le faire en montant, le résultat sera une ligne égale à la différence entre les deux forces », et qui donnent lieu maintenant à de véritables lois psychophysiologiques.

D) FAUX PAR IMITATION. — Il faut distinguer :

1° Le faux par imitation servile; 2° le faux par imitation libre.

1° *Faux par imitation servile.* — Le faussaire place le modèle devant lui et le reproduit strictement. Le champ d'application est le même que celui du faux par calque.

Le signe caractéristique de cette forgerie, ce sont les retouches. On ne peut pas, en recopiant seulement un modèle, obtenir d'un coup un tracé parfait. Il faut revenir sur le trait. Les retouches, ici, sont caractéristiques. On ne doit pas les confondre avec les retouches du « retoucheur » dont parlait déjà Raveneau. Par celles-ci, un scripteur scrupuleux ou à l'écriture illisible retrace des lettres qui ne le satisfont point, mais sans s'écarter du type formel primitif. Un faussaire, au contraire, revient sur son

premier tracé pour lui donner une ressemblance plus grande avec le modèle. Il reprend donc les traits qui se rapprochent de son type personnel. Il y a, en outre, un certain nombre de signes : excès d'identité, fréquence des prises d'encre, reprises, tremblements, et, pour envisager le cas optimal, tracé primitif au crayon qu'on a repassé à l'encre, qui décèlent le faux par imitation servile. Par là, ce faux par imitation servile se rapproche des faux qui laissent des traces physiques et, ici encore, la microphotographie sera du plus grand efficace.

2° *Faux par imitation libre.* — Le faussaire s'entraîne par des exercices préalables en vue d'obtenir l'écriture à reproduire. Certains faussaires arrivent à une habileté proprement formidable : ils acquièrent cet « état second » de l'écriture qu'Edmond Locard a dénoncé chez les anonymographes, mais qui est beaucoup plus redoutable quand il s'agit d'imitation. On peut en trouver des cas intéressants chez des forgers qui veulent imiter l'écriture d'un parent très proche. Car « l'air de famille » existe aussi, et parfois bien dangereusement, pour l'écriture. Pour ma part, j'en connais quelques exemples, fort rares, mais stupéfiants.

On peut trouver, ici encore, des reprises, des retouches, etc... Mais, si le faussaire est habile ou très entraîné, il peut ne laisser aucun symptôme physique de sa forgerie. Et l'expertise se restreint alors aux aléas de l'expertise graphique.

E) FAUX PAR DÉGUISEMENT. — C'est, ici, le domaine le plus battu par les faussaires, car c'est celui de la lettre ou du placard anonyme. C'est ici que l'expertise a le moins progressé et reste la plus incertaine.

Et elle est tout à fait impuissante quand on se heurte au terrible « état second de l'écriture » qui n'est pas très rare chez les anonymographes.

Les procédés de déguisement sont nombreux et, pour ainsi dire, individuels. Aux déformations ordinaires du type graphique qui portent le plus généralement sur les majuscules, l'orthographe, les m, les n, les d, les t, le calibre et l'obliquité des lettres, il faut ajouter ces deux moyens qui peuvent devenir des techniques redoutables : l'écriture en bâtons, dite typographique, et l'écriture de main gauche.

Malgré les incertitudes d'une expertise de cet ordre, je montrerai, au chapitre V, comment elle s'est heureusement engagée dans une voie scientifique propre à lui redonner du crédit et, aux experts, de l'espoir. Mais je dois signaler tout de suite, car je n'y reviendrai plus, que le document incriminé peut porter les empreintes digitales de son auteur. On les trouvera, sur la pièce, au niveau des points où le scripteur l'a saisie pour la plier. Dans les placards diffamatoires, on a pu les découvrir dans la gomme ou la colle séchées. Dans les cas de lettres anonymes, si elles arrivent en série (ce qui est fréquent), la victime devra apporter à l'expert les prochaines lettres intactes et cachetées : on ouvrira avec précaution,

et on fera aussitôt la révélation et la photographie des empreintes.

Dans les cas malheureusement trop rares où cette technique est possible, elle apporte à l'expertise des faux par imitation ou par déguisement, un élément de certitude absolue, si les empreintes sont suffisamment nettes.

CHAPITRE III

Les Méthodes de Laboratoire

Faux par altération, Faux par transfert, Faux à main guidée.

Voici, maintenant, dans les chapitres III et IV, l'exposé des cas concrets empruntés, en général, à la pratique du Laboratoire de Police de Lyon. Chacune de ces observations sera l'occasion d'analyser la principale technique employée, celle qui a été essentielle pour conduire au résultat.

En effet, l'expertise, pour une affaire donnée, ne se ramène pas à une seule technique. L'introduction des méthodes de laboratoire a créé une complexité croissante de l'expertise : des procédés chimiques se superposent aux procédés physiques. Les procédés physiques viennent soutenir et confirmer, dans la plupart des espèces, l'examen graphologique. Ce dernier, enfin, n'est pas un. Les méthodes les plus ré-

centes, celles qui engagent l'expertise, même purement graphique, dans une voie scientifique (la graphométrie, par exemple) sont un moyen de contrôler les résultats obtenus par les procédés plus anciens de l'examen graphologique.

Mais je n'entreprendrai pas d'exposer le détail de chaque expertise. Je choisis des espèces dont chacune représente un problème différent de l'expertise en écritures et j'étudierai, à propos de chaque affaire, la méthode caractéristique, celle qui, plus vite ou plus sûrement que d'autres, a donné la solution satisfaisante.

Certes, dans cette revue succincte, des techniques seront négligées. Je ne me flatte pas d'épuiser, en quelques pages, le total de méthodes très complexes et ressortissant à des domaines divers. Je n'étudierai, pour ne citer que deux types d'expertises importants, ni l'écriture typographique, ni l'identification des documents dactylographiés (qui arrive, aujourd'hui, à des résultats assurés). Ce travail, en effet, n'est pas un traité de l'expertise des écritures. C'est, plus simplement, l'étude d'un nouvel état de cette expertise, du dernier stade où elle est arrivée, de telle sorte que cet état permette d'en dégager une certitude plus grande et dont la valeur, par cela même, situe peut-être autrement qu'autrefois l'expertise dans la hiérarchie des preuves judiciaires.

Les observations que je vais citer ont, bien entendu, été toutes contrôlées. Les unes, par l'expertise même : ce sont celles dont les résultats font preuve, par cela même, qu'ils ont été obtenus (faux

par grattage, par exemple). Les autres, quelle que soit la certitude à laquelle ait atteint l'expertise dont elles font l'objet, portent sur des cas dont les conclusions ont été confirmées ultérieurement, en dehors de l'expertise, par des aveux ou par des faits extrinsèques.

Faux par altération

OBSERVATION I

Faux par lavage

Il s'agit de déterminer : 1° si les mentions manuscrites d'un chèque ont été altérées ou lavées et remplacées par d'autres mentions; 2° si le numéro du chèque a été modifié et altéré.

La technique employée a été la technique ordinaire de laboratoire pour ce genre d'opérations : procédés physiques et procédés chimiques. Un premier examen manifeste aussitôt que ce chèque a été l'objet d'un lavage. Avec une loupe à fort grossissement, on découvre, en de nombreux points, un dépoli du papier dû à la disparition de l'encollage, comme il arrive lorsqu'un lavage a été pratiqué. Ce diagnostic est confirmé avec évidence par les recherches que voici :

1° L'imbibition à la benzine donne de grosses irrégularités de propagation ;

2° Le dégagement de vapeurs iodées émanant de cristaux d'iode métalloïdique marque en brun acajou fugitif un grand nombre de points correspondant aux déficiences de l'encollage ;

3° L'examen au microscope binoculaire montre des inégalités de surface et un grand nombre de ruptures de fibres comme on en observe non pas dans les altérations par grattage, où les ruptures sont multiples et accentuées, mais dans les altérations par lavage.

Les zones d'altération sont localisées aux points suivants :

- a) autour du groupe marquant le quantième du mois;
- b) sous le nombre indiquant le montant du chèque ;
- c) sous toute la longueur du groupe indiquant en lettres le dit montant ;
- d) sous le prénom et le nom du bénéficiaire, sauf la première lettre;
- e) sous le chiffre final du numéro du chèque. .

On cherche, ensuite, une confirmation de ces examens du papier dans l'analyse de l'encre. Dans le champ du microscope binoculaire, le texte manuscrit apparaît comme tracé avec deux encres nettement différentes. Une partie du texte est tracée avec une encre d'un noir vif réagissant en violet sombre par l'acide oxalique, en gris violet par l'acide sulfurique et en violet rougeâtre par l'acide azotique. Cet ensemble de réactions correspond à une encre au bois de campêche et au bichromate de potasse. D'autre part, les points du texte sur lesquels on relève des altérations sont tracés avec une encre qui réagit en bleu violacé à l'acide oxalique, en gris bleu à l'acide sulfurique, en violet pâle à l'acide azotique. Il s'agirait donc d'une encre de la même nature chimique que la précédente, mais sensiblement plus diluée et probablement moins fraîche. La réaction par l'acide oxalique donne, en particulier, un résultat bien net, avec une nuance beaucoup plus pâle pour le second groupe du texte. Surtout, les réactions du second groupe donnent une nuance non seulement plus pâle, mais tirant constamment sur le vert. Si donc, toutes les parties du texte qu'encadre un dépoli sont tracées avec une encre différente de celle qui a écrit les parties du texte situées hors de la zone de forgerie, on peut affirmer, avec une entière certitude, qu'il y a eu d'abord lavage, puis faux par surcharge.

En ce qui concerne le chiffre terminal du nombre désignant le numéro du chèque, on a vu qu'il repose sur un lavage. Ici, la surcharge n'a pas été faite à la plume, mais avec un composteur. D'une part, la netteté de la forme ne cadre pas avec l'hypothèse d'un manuscrit. D'autre part, l'encre ne réagit à aucun acide. L'examen microscopique permet de découvrir les traces mal effacées du chiffre sous-jacent.

Dans cette espèce, donc, l'emploi de procédés purement physiques et chimiques a permis d'établir avec une certitude absolue :

- 1° que le chèque incriminé a été lavé;
- 2° que le quantième du mois, les mentions primitives de valeurs et le nom du bénéficiaire ont été transformés;
- 3° que le numéro primitif du chèque a été modifié.

OBSERVATIONS II et III

Faux par grattage

Les faux par grattage sont l'objet d'une double recherche : la première, très facile, pour établir qu'il y a eu grattage; la seconde, dont les résultats sont extrêmement sûrs, mais qui, souvent, est vaine, lorsque le grattage a été profond, pour déchiffrer le texte gratté.

Voici deux observations qui résument les techniques et les aléas de ce genre d'expertises :

Une lettre dangereuse pour le destinataire à qui elle rappelle qu'il va être père a été partiellement grattée par celui-ci. Un procès en recherche de paternité intervient quelques années plus tard et la demanderesse, qui a pu se procurer la lettre en question, voudrait qu'on remontât le texte gratté, c'est-à-dire, probablement, la date de la lettre et, en divers points, le nom du destinataire.

L'examen de la date à un moyen grossissement permet de la discerner, car le grattage a été léger. Pour les prénoms, la tâche est un peu plus difficile. Par une touche légère, on imbibe de sulfure jaune d'ammonium les parties intéressées. Cela suffit pour restituer partout le prénom dans sa presque intégrité. Le déchiffrement permet de lire « Marius ».

Un document administratif porte un texte qui semble truqué. Y a-t-il eu altération et, dans ce cas, quelles étaient les mentions primitives ?

L'existence des grattages est évidente. L'examen du papier par transparence sur la pièce montre, en des points précis, un amincissement extrême du papier.

On tente alors de remonter le texte primitif à l'aide du tanin, puis à l'aide du sulfure jaune d'ammonium. Le résultat est sans intérêt. Il ne remonte, même avec le sulfure jaune, que des points isolés. Il est impossible de discerner aucun élément de lettre.

On essaie alors de remonter le texte par la méthode photographique telle que l'ont imaginée Dennstedt et Schopff et que R. A. Reiss a mise au point. On procède à des tirages successifs. Sur le premier négatif, on tire un dispositif sur plaque ordinaire par contact au châssis-presse. On développe le dispositif avec un révélateur énergique, chargé en bromure de potassium. On affaiblit le dispositif débarrassé de toute trace d'hyposulfite, à l'aide d'une solution de 1 % de persulfate d'ammonium additionnée de quelques gouttes d'acide sulfurique. On lave, on sèche; puis on renforce au bichlorure de mercure. Sur ce dispositif renforcé, on tire un second négatif. Mais le texte n'est pas plus net. On fait alors, sur ce second négatif, un nouveau diapositif avec la même technique. Avec ce troisième négatif, renforcé au bichlorure, on tire définitivement le positif sur papier contraste. Le résultat est nul.

On se trouve donc en présence d'un cas où le grattage a été très profond. Il va, ici, jusqu'à l'arrachement des fibres du papier qui détruit toute trace de l'encre primitive.

OBSERVATION IV

Faux par surcharge

Un reçu daté du 4-11-19 est l'objet d'une contestation, le signataire prétendant que le millésime véritable était 17.

La question posée est donc de savoir si ce chiffre 9 est tracé d'un seul trait ou s'il s'agit d'un 7 altéré.

L'examen microscopique du chiffre discuté montre aussitôt, avec évidence, la forgerie par retouche. Le trait qui coiffe l'ancien 7 et le transforme en 9 est parfaitement distinct par le tracé et par la nuance. On transporte alors la pièce dans le grand appareil microphotographique de Leitz.

Là, l'évidence est plus claire encore. Une épreuve est tirée, qui lève tous les doutes.

L'analyse chimique de l'encre est enfin pratiquée. Les réactions sont les mêmes sur la partie primitive du chiffre et sur la retouche. Mais le pâlissement dans l'eau chlorée est beaucoup plus rapide et beaucoup plus complet dans la retouche, qui est postérieure.

En toute évidence et en toute certitude, par conséquent, le 9 final du millésime apparent est un 7 transformé par une retouche.

OBSERVATIONS V et VI

Faux par adjonction

J'emprunte les deux cas dont je vais parler à M. Tage-Jansen, de Copenhague, qui a employé la méthode du Docteur Edmond Locard.

1. — Une ligne apportant des réserves importantes aux clauses d'un contrat avait-elle été écrite avant ou après le « lu et approuvé » final ? Une personne était soupçonnée d'avoir ajouté la ligne incriminée après que le contrat eût été rédigé entièrement et la mention apposée.

Un résultat certain est obtenu, dans ces sortes d'affaires, quand on peut déterminer, sur deux traits qui se croisent, le trait postérieur.

L'examen ordinaire au microscope n'est sûr que lorsqu'on peut constater que l'encre d'un trait a coulé sur l'autre trait, car c'est toujours l'encre du dernier trait qui coule. Mais, même alors, il faut conclure avec la plus entière prudence, car le trait le plus foncé, c'est-à-dire le plus appuyé, ou écrit avec l'encre la plus sombre, sera toujours pris pour le trait postérieur, même quand il est sous-jacent.

En l'espèce, la microphotographie du chevauchement d'un trait de la ligne incriminée et d'un trait de la mention « lu et approuvé » montre avec une assez grande certitude que l'encre (plus foncée) de la mention avait coulé sur l'autre, c'est-à-dire que la ligne litigieuse n'était pas postérieure.

M. Tâge-Jansen cherche une confirmation de ce premier résultat par la méthode Locard. Elle consiste à microphotographier le croisement suspect en couchant horizontalement devant l'objectif du microscope (lui-même horizontal) le document plié un peu au-dessus de la superposition à étudier. Le trait postécrit, même s'il est beaucoup plus pâle, apparaît avec un relief surprenant et semble continu, alors que, au niveau du croisement, le trait sous-jacent, même s'il est beaucoup plus foncé ou appuyé, disparaît à peu près complètement. Ici, cette méthode corrobore le premier examen avec une force entière.

Dès que M. Tâge-Jansen eût fait connaître le résultat de son expertise, le demandeur reconnut avoir porté une fausse accusation.

2. — La question est de savoir si la signature du tiré, sur une traite, a été écrite avant ou après le texte.

La microphotographie ordinaire du croisement montre que le texte de la traite (dont les lignes qui chevauchent la signature sont d'une encre très foncée) est sus-jacent, c'est-à-dire postérieur.

Par la méthode Locard, la photographie du point de croisement montre que la ligne pâle de la signature est incontestablement sus-jacente, donc postécrite.

L'arrêt de justice fut conforme aux conclusions de M. Tâge-Jansen.

Faux par transfert

OBSERVATIONS VII et VIII

Faux par calque

Je citerai, sous ce titre, deux cas différents de faux par calque, car ils ressortissent à deux techniques différentes. Dans le premier exemple, on verra un calque décelé par les méthodes ordinairement employées pour ce genre de faux. Le second exemple est un de ces cas où la forgerie apparaît comme probable dès le premier examen, par suite de l'identité trop absolue des divers textes incriminés, entre eux

d'abord, avec les pièces de comparaison ensuite. Une technique photographique spéciale vient, ici, compléter l'expertise habituelle employée pour le faux par calque.

1. — Deux billets à ordre sont argués de faux. Peut-on établir que les signatures M. Vo... portées sur les deux billets sont certainement falsifiées ?

Dès le premier coup d'œil, les deux signatures contestées apparaissent comme le produit d'un truquage. Si l'on examine le trait à l'aide du microscope binoculaire à moyen grossissement, on constate les faits suivants :

1° Un premier trait a été fait au crayon. Il est, en certains points, assez nettement aberrant par rapport au tracé actuel. Il y a, surtout, de notables divergences pour l'm de l'effet numéro 2.

2° Le premier tracé a été resuivi avec une encre pâle, que l'on discerne encore très bien dans l'm, dans les traits de liaison et dans le paraphe de la signature N° 2 et aussi, pour la signature N° 1, dans quelques traits de liaison et dans la lettre finale.

3° Un renforcement a été ensuite pratiqué avec une encre plus noire. Il est très net sur l'm de la signature 1, sur les v, les a et les sommets des jambages des deux signatures. Ce renforcement a été fait d'une manière assez gauche. Le trait gris et le trait noir se superposent irrégulièrement. Parfois, ils s'enchevêtrent au point de paraître nattés.

4° Il y a eu ensuite un gommage. De nombreuses ruptures de fibres sont discernables à la surface du papier. Le dépoli, aisément visible au binoculaire et mis en évidence par l'imbibition de benzine qui se propage irrégulièrement, et par l'exposition aux vapeurs iohydriques, qui marquent en brun acajou fugitif les zones d'altération.

Cette forgerie compliquée, et maladroite donne aux deux signatures un aspect insincère. On poursuit l'étude à l'aide de forts grossissements. En particulier, on étudie le trait, point par point, sur des microphotographies pratiquées sur le grand banc optique de Leitz, puis avec la lanterne de projection. On découvre une abondante série de reprises et de retouches. On peut donc tenir la forgerie pour établie avec certitude.

Reste à savoir comment le faux a été établi. En l'espèce, on doit éliminer l'hypothèse d'un calque fait sur les signatures authentiques. La comparaison des signatures contestées avec les authentiques permet de relever un certain nombre d'oppositions notables. Le calque a donc été établi sur un texte fait par le faussaire lui-même. Qui est ce faussaire ? On peut considérer le problème comme théoriquement insoluble. L'auteur d'un faux par calque n'est identifiable qu'en cas de faute lourde, s'il a introduit dans sa forgerie un idiotisme personnel suffisamment apparent. L'expertise graphique a permis, cependant, ici, de désigner le faussaire possible.

2. — Voici maintenant un de ces cas où le faussaire opère sur un texte authentique, et où il se sert, pour réaliser le calque, d'un plan incliné en verre, disposé à bonne hauteur de main, sous lequel est placée une ampoule électrique. Avec un peu d'adresse et un entraînement suffisant, on peut réussir des forgeries qui ont une allure de sincérité étonnante. Le plus curieux est que dans ces cas, relativement fréquents, le coupable a la maladresse de présenter à ses victimes ou à ses juges la pièce même qui lui a servi à tracer le faux et qu'il donne comme pièce de comparaison. Il y est incité par la ressemblance très grande, et pour cause, des deux textes et des deux signatures. L'expert peut alors établir avec certitude la forgerie.

Deux techniques spéciales sont employées ici avec les meilleurs résultats : la méthode des repères et la photographie composite.

Dans un acte sous seing-privé, une signature C... est contestée, malgré l'extrême ressemblance qu'elle présente avec les signatures authentiques. Une de ces authentiques attire l'attention, précisément par l'excès de similitude. Une pareille identité est absolument incompatible avec l'hypothèse d'une signature à main courante. Elle ne peut s'expliquer que par le calque.

On photographie la signature C... contestée et la signature de comparaison à un agrandissement strictement identique. Ces deux agrandissements sont disposés sur une même feuille. On mène des tangentes aux commencements et aux fins de chaque lettre, et on constate que ces tangentes sont

mathématiquement parallèles pour les deux signatures. Ces signatures C... ont des dimensions identiques, au dixième de millimètre près, non seulement dans leur ensemble, mais pour les largeurs et les espacements de chaque lettre. Si maintenant on mène des droites prolongeant l'axe de chaque lettre ou élément de lettre, on constate que ces axes se coupent en des positions semblables dans les deux signatures.

Que de telles coïncidences puissent se produire, une ou deux fois, entre deux authentiques écrites l'une et l'autre à main courante, le calcul des probabilités nous le montre. Mais lorsque tous les repères importants d'une signature viennent au contact des mêmes parallèles, il faut bien admettre une autre cause que le hasard.

D'autre part, il est possible de montrer que le trait de la signature incriminée se superpose à celui du modèle plus complètement qu'au niveau de quelques repères. On emploie alors la méthode de la photographie composite, imaginée par Persifor Frazer. On expose successivement les deux signatures devant une même plaque, chacune pendant la moitié du temps nécessaire à une exposition normale. Le cliché portera donc les deux images superposées, et l'on jugera avec précision du degré de coïncidence. La difficulté est de faire un réglage suffisamment parfait au moment de la mise au point. On y parvient sans trop de mal en l'espèce, puisque, par définition, les deux signatures à superposer ont exactement le même calibre. L'épreuve positive qu'on obtient donne un résultat saisissant. On ne distingue qu'une seule signature, tellement la superposition est adéquate et parfaite.

Cet ensemble d'opérations montre avec une évidence absolue que la signature contestée est le produit d'un calque. Elle présentait d'ailleurs des reprises et des retouches qui auraient suffi à la rendre suspecte.

OBSERVATION IX

Faux sur découpage

On rencontre ce faux de la façon la plus exceptionnelle en pratique. Sa technique est minutieuse et compliquée. Mais peut-être est-ce par sa complication même que ce procédé est

assez facile à déceler malgré la première apparence de grande sincérité qu'il donne à la forgerie Et l'expertise, qui se fait en deux temps, comme je l'ai exposé au chapitre II (1° les signes du calque au transfert; 2° les signes du découpage) est forte d'une solide certitude, grâce aux méthodes qu'elle emploie et parce que, ici encore, elle opère dans le domaine des faits.

En 1922, Gottlieb Stauffer, riche et avare, mourait intestat

*Le sous-juré déclare reconnaître devoir à Mme P. Lœrr
le quart de sa fortune qui lui sera payable à son décès
en raison de l'impôt né de son usage.*

*Gottlieb Stauffer
Mort le 22 Décembre 1922*

Testament incriminé

Résolution de l'Assemblée de Courcy

- Toute la somme de 100 000 francs à l'Assemblée de Courcy
Mme P. Lœrr à Mme Robert Chablain
d'après l'acte — 100 000 francs qui sont
1. Le tout cette somme est versée à son comité exécutif
pour le 30 Avril prochain (1922)
2. Mme R. Chablain reconnaît recevoir de G. Stauffer
la somme de 100 000 francs (1922) pour
loger au 30 Avril prochain (1922)*

R. Chablain

Chablain

Dossier N° 9

*Mort le 22 Décembre 1922
Mme Robert Chablain Secrétaire*

*Je suis très surpris que vous ne m'ayez pas encore
payé le montant de ma facture de 100 000 francs de
l'Asse de Courcy, pas 31 500 — et que vous ne m'ayez pas
rien levé.*

*Si, d'ici la fin de l'année, je ne reçois pas le paiement, je
demanderai au Juge, par mes soins, les 100 000 francs, la
Vente aux enchères publiques des objets d'art.*

*Votre dévoué
Gottlieb Stauffer*

Ecriture authentique de Gottlieb Stauffer

à la Chaux-de-Fonds. Sa fortune, qui s'élevait à plus d'un million de francs suisses, allait tout naturellement aux héritiers du sang, une dame Marie Luschner et ses enfants, sœur et neveux du *de cujus*. Mais ceux-ci, au moment de recueillir la succession, se voient opposer par une dame Pauline Veuve un testament de Gottlieb Stauffer. Elle raconte qu'elle a été violée par Stauffer, que de ce crime un enfant est né et que le père, à titre de réparation, lui a laissé, par le testament qu'elle présente, le quart de sa fortune. Les héritiers naturels n'acceptent pas la nouvelle situation qui leur est faite et ils intentent un procès pour faux et usage de faux à Pauline Veuve.

Le testament est fait dans une forme inaccoutumée : 5 lignes jetées au travers d'une feuille blanche, à la suite d'une lettre émanant d'Emma Mathey, mère défunte de la réclamante : « Le soussigné déclare reconnaître devoir à « Mme P. Veuve le quart de sa fortune qui lui sera payable « à ma mort en raison de l'enfant né de son acte. Fait et « signé: Gottlieb Stauffer, Chaux-de-Fonds, le 2 décembre « 1910. »

L'affaire vient au Laboratoire de Lyon après une première expertise confiée à MM. Bischoff et Mellet, de Lausanne, qui avaient conclu de la façon la plus assurée à un faux. On n'envoie au Laboratoire que des photographies, d'ailleurs très nettes et très bien faites, du testament.

J'emprunte ici les parties essentielles du rapport du docteur Locard :

« Un certain nombre d'anomalies frappent d'abord : la disposition négligée de cet instrument de droit jeté en travers d'une lettre-missive; l'apposition de la signature après les mots « fait et signé », alors que ceux-ci eussent précédé plus normalement les lieu et date.

Mais, par contre, il faut bien reconnaître que ces six lignes présentent parfaitement l'aspect général de l'écriture du *de cujus*. L'allure anguleuse, les formes littérales caractéristiques, le dessin de la signature, tout concorde pour un regard superficiel.

Un examen plus minutieux révèle des détails troublants. Ce texte si court présente de telles anomalies que, d'une part, il apparaît comme une sorte de puzzle où l'on aurait mêlé

des fragments pris dans des textes divers, mais tous, il est vrai, de la même main, et, d'autre part, comme le produit d'une habile et lente forgerie, décelée par sa lenteur et traduite par des tremblements et les incertitudes du trait. Et, en effet, l'étude poussée de cette curieuse affaire confirme bien cette double hypothèse et en démontre l'exactitude : le testament Gottlieb Stauffer est un faux par décalque établi sur un modèle formé de fragments authentiques découpés et coadaptés.

Pour s'en rendre compte, le mieux est d'étudier un fort agrandissement photographique. On fait alors les constatations suivantes :

1° Identité des formes : chacune des lettres du texte, prise en particulier, ressemble parfaitement aux lettres correspondantes tracées par Gottlieb Stauffer. Notamment, il faut retenir (voir fig. 1, 2 et 3) les mêmes formes de t final et de t médian, la même hampe du q, fortement incurvée, à droite, les mêmes formes du 2 et du 9, les mêmes boucles faiblement développées, les mêmes limitantes verbales, très sinueuses, les mêmes attaques et les mêmes involutions des cercles dans l'a, dans le d, dans le g et dans le q, le même trait d'attaque en crochet supérieur, le même trait final court et ascendant, les mêmes accents, les mêmes boucles de l'f, les mêmes boucles inusuelles du d. En un mot, le testament présente tous les détails des formes graphique du *de cujus*.

2° Reprises. — Mais un fort agrandissement photographique décèle une importante série de reprises. On en trouve au milieu et à droite de la boucle sur le second jambage de Mm; au sommet de la hampe du P; dans le trait de liaison du groupe rt; dans quart; dans le premier jambage de l'n de son; dans la liaison du groupe né de signé; au sommet du deuxième jambage de l'u de Chaux.

Si l'on se remporte aux pièces de comparaison, on constate que Stauffer n'a pas l'habitude de faire des reprises. Il faut donc les considérer comme un symptôme de forgerie par calque.

Cette hypothèse est corroborée par la présence dans la pièce incriminée, d'un tremblement extrêmement caractéristique en ce qu'il n'affecte qu'un nombre limité de traits et

que ce sont essentiellement des traits ascendants. Il faut retenir, à ce point de vue, comme tout à fait remarquables, la boucle de l'l du mot *le*, au début de la deuxième ligne, la branche ascendante du V de *Veuve* à la fin de la première ligne, l'attaque du t de *quart*, les boucles de f de *fortune*, l'attaque de l'S de *Stauffer*, la boucle du C de *Chaux*, l'attaque de l'F de *Fait*, l'attaque de l'l de *le* à la cinquième ligne, la lettre du b de *décembre*, la fin du 0 de 1910. Et ce ne sont que des exemples parmi beaucoup d'autres. Or l'écriture de *Gottlieb Stauffer* sur les pièces de comparaison est tracée d'un trait extrêmement ferme. D'autre part, ce tremblement sur la pièce incriminée elle-même s'oppose à d'autres traits plus fermes et présente les caractères bien définis du tremblement des calqueurs. En effet, le tremblement *a frigore*, le tremblement sénile, les tremblements pathologiques (parkinsonien, épileptique, tabétique, de la sclérose en plaques, de la sclérose latérale amyotrophique, éthylique, etc...) ne présentent jamais ce symptôme d'alterner avec des traits parfaitement fermes en se localisant sur les traits montants.

Cet examen permet déjà d'établir avec certitude que cette écriture parfaitement semblable au modèle, mais présentant des reprises et le tremblement spécial des traits ascendants est certainement un calque. Il reste à déterminer comment ce calque a pu être fait. Certains symptômes extrêmement nets sont très révélateurs à cet égard :

1° Empâtement. — Il est tout à fait remarquable que dans un texte aussi court le trait soit tantôt d'une épaisseur médiocre et tantôt extrêmement empâté. Le plus surprenant exemple en est fourni par la cinquième ligne où l'écriture, relativement légère jusqu'au mot *le* inclus, devient brusquement épaisse à partir du chiffre 2. De même, comment expliquer, à la première ligne, l'empâtement subit de à, à la deuxième ligne l'empâtement du groupe *ble*, à la troisième ligne l'empâtement du mot initial *en* ?

2° Valeurs angulaires. — La considération des obliquités amène d'autres curieuses découvertes. Pourquoi, à la dernière ligne, les quatre premiers mots, très obliques, sont-ils suivis de mots très redressés ? Pourquoi, dans la deuxième et troisième lignes, les valeurs angulaires sont-elles aussi dif-

férente et, pour ainsi dire, aussi incohérentes ? Pourquoi surtout ces différences n'existent-elles qu'ici, alors que dans les pièces de comparaison elles sont toujours sensiblement égales ?

3° Calibre. — De même que les obliquités varient, de même la hauteur des caractères change. Le mot *de*, à la fin de la troisième ligne, est extraordinairement plus grand que le mot *de* au commencement de cette même ligne; le mot *fortune*, à la deuxième ligne, est presque deux fois plus haut que les trois mots précédents.

4° Direction. — Si l'on regarde le document en se plaçant de côté, on constate que la première ligne a une direction parfaitement régulière jusqu'au mot *devoir* inclus; puis l'alignement se rompt; la deuxième et la troisième lignes ont un alignement tout à fait déréglé. A la cinquième ligne, les 4 premiers mots sont parfaitement alignés puis l'alignement est rompu.

Comment donc a pu être constitué un texte présentant de telles anomalies ? Il n'y a pas à hésiter : il s'agit d'un calque sur découpage. Le faussaire, disposant de textes écrits par Gottlieb Stauffer, a découpé les membres de phrases ou les mots qui lui étaient nécessaires pour constituer le testament incriminé. Il a trouvé sans difficulté chez cet homme d'affaires la formule : « Le soussigné déclare reconnaître *devoir* » qui est écrite d'un trait, d'un même calibre, d'une même obliquité, d'un même alignement. Mais il lui a fallu chercher dans un autre texte le mot *à*, l'abréviation *Mme*, le *P* et les éléments du mot *Veuve*, fait de trois ou quatre morceaux. La deuxième et la troisième lignes sont ainsi constituées avec des rapiécages empruntés à divers documents. Au contraire, le groupe « fait et signé » est d'un seul morceau, de même que le groupe « Chaux de Fonds ». Quant à la signature et à la date « 2 décembre 1910 », elles viennent, en toute évidence, d'un autre document que les mots qui leur sont accolés.

Les mots découpés et collés côte à côte, le faussaire a placé sur ce modèle la troisième page blanche du faux Emma Mathey et a procédé au calque.

Ainsi tout s'explique. D'abord les étrangetés du texte : la

signature entre 2 lignes, les formules peu juridiques. Puis, les anomalies techniques analysées plus haut. Le calibre, l'obliquité et l'alignement changent d'une façon brusque parce que le faussaire avait accolé des mots disparates pris dans des textes différents.

On est donc en droit de conclure sans hésitation : le testament Gottlieb Stauffer du 2 décembre 1910 est un faux par transfert. Le faussaire a calqué un texte qu'elle avait établi au moyen de découpages pris dans des documents authentiques. »

L'affaire a été jugée à Neufchâtel en décembre 1926. La plaignante s'est vue condamnée à 2 ans de prison (responsabilité atténuée).

La figure ci-dessus représente d'abord le testament incriminé puis, en dessous, deux pièces de comparaison.

OBSERVATION X

Faux à main guidée

On distingue, je l'ai déjà dit, le faux à main inerte, le faux à main forcée et le faux à main aidée. Les deux premiers cas sont extrêmement rares dans la pratique, et d'ailleurs décelables avec la plus grande facilité. Le troisième, beaucoup moins exceptionnel, exige un examen plus minutieux, plus compliqué, mais dont les résultats présentent encore une certitude presque absolue. L'observation suivante ressortit à ce troisième cas.

Un personnage très officiel reçoit un jour un emballage contenant des choses assez désagréables pour lui. Un papier est joint, qui porte : « C'est point B... ». Il s'agit de savoir si l'adresse et la mention ont été rédigées par une des personnes que l'on soupçonne et dont on a joint des écritures de comparaison.

L'examen des deux documents incriminés montre la présence des caractéristiques suivantes :

1° Tremblement. — Le trait est extrêmement irrégulier. Mais il n'y a pas, à proprement parler, tremblement, et, même avec des grossissements très forts, on ne trouve nulle part d'oscillations horizontales.

2° Reprises. — Les reprises sont extrêmement nombreuses.

3° Retouches. — Très abondantes aussi.

Cet ensemble de signes ne correspond pas à l'écriture hésitante d'un demi-illettré. Il correspond moins encore aux divers types d'écritures pathologiques. D'autre part, les reprises, les retouches, les tremblements sont bien des signes du faux par calque ou par imitation. Mais lorsque les reprises sont abondantes au point excessif que l'on observe ici, il faut moins penser à une forgerie qu'à une main guidée.

Le premier examen suggère donc l'hypothèse d'une écriture à main guidée. Prolongeons l'examen. Il précise l'hypothèse et permet d'affirmer qu'on est en présence d'un cas de main aidée, c'est-à-dire de collaboration.

Dans des cas de ce genre, on observe que, tantôt les gestes de la main guidée s'additionnent parce qu'ils sont de même direction et que tantôt les deux composantes appliquées au même point, avec des directions divergentes, donnent une résultante anormale. La concordance des forces du guide et du guidé ne peut être parfaite que pour les traits rectilignes descendants. Dans tous les autres cas, la divergence des gestes se traduira par un tremblement. Mais s'il s'agit de forces intelligentes, dès que l'irrégularité est perçue, la lutte cesse, la direction primitive est abandonnée et une reprise ou une retouche a lieu.

C'est précisément ce que l'examen révèle ici. On note, en effet, les symptômes suivants :

1° Les traits descendants rectilignes sont relativement fermes et sont allongés;

2° Les liaisons sont mauvaises ou nulles : il y a des levées de plume ou des reprises entre chaque lettre;

3° Les cercles sont larges et les boucles développées. Les e, notamment, ont des boucles petites mais marquées. C'est que chaque scripteur craint que l'autre ne poche les boucles. Ils tendent donc tous les deux à les élargir. Et c'est là un des signes les plus importants et les plus certains de la main guidée;

4° Les lettres à courbe complexe abondent en ratés, et par suite, en reprises et en retouches. En outre, comme dans

tous les cas de main guidée, l'r est particulièrement tremblé ;

5° Le signe véritablement diagnostique de la main guidée est l'accentuation multiple. En examinant à un fort agrandissement les i des pièces incriminées, on constate que la plupart d'entre eux ont été ponctués trois fois, les 2 premières au contact de la partie supérieure du jambage ;

6° L'irrégularité de la ligne de base (ligne idéale tangente au pied de l'initiale et de la finale des mots) et de la direction des mots est encore un très bon signe de la main guidée. On le retrouve nettement ici, notamment en ce qui concerne l'adresse.

En résumé, on observe dans les 2 pièces incriminées un tableau complet et frappant des symptômes de la main guidée.

Il reste maintenant à déterminer l'identité de la main guide, si la main guidée a été suffisamment inerte. L'examen des pièces du dossier l'a permis ici. Je n'entre pas dans le détail de l'expertise puisque c'est celle d'une identification d'écritures que j'exposerai au chapitre IV et dont les conclusions impliquent, d'une façon générale, beaucoup plus de réserves que celles où l'on peut aboutir pour les mains guidées.

CHAPITRE IV

La vérification d'écritures

Faux par imitation. - Faux par déguisement

Identification d'écritures

Nous entrons ici dans le problème de la vérification d'écritures. Le grand progrès a été, ici aussi, l'introduction des méthodes scientifiques : 1° recherche des empreintes digitales (voir chapitre II) ; 2° identification scripturale par des calculs de rapports : méthode graphométrique, sur quoi portera l'observation XIII.

En dehors de ces techniques neuves et fécondes, mais qui ne sont pas toujours possibles, il reste à pratiquer l'expertise par comparaison formelle. Mais pour lui permettre de s'appuyer sur un élément de certitude, pour la rendre plus claire, plus commode, plus physique, en quelque sorte, on procédera à deux opérations préalables :

1° On photographiera la pièce incriminée et les pièces de comparaison, celles-ci aussi nombreuses que possible et aussi contemporaines que possible des textes à examiner. Puis on fera des agrandissements à deux ou trois diamètres.

2° On découpera les lettres ou groupes de lettres caractéristique et qui ont guidé l'examen, et l'on collera en un tableau de deux colonnes, l'une pour les authentiques, l'autre pour les incriminées, en mettant vis-à-vis les mêmes lettres ou les mêmes groupes pris dans les deux ordres de textes. On pourra ainsi procéder à des comparaisons intéressantes portant moins sur le type même du dessin littéral que sur les modes de ligature ou les déformations par influence réciproque.

A l'aide des tableaux ainsi constitués et d'agrandissements moyens représentant les textes non découpés, on pourra procéder à l'expertise.

OBSERVATIONS XI et XII

Faux par imitation

Je vais décrire ici : 1° un cas de faux par imitation servile; 2° un cas de faux par imitation à main libre.

1. — Dans une affaire de succession, M. Dehais et sa femme, gendre et fille du de cujus, se voient dépouillés de la part qui leur revenait par un testament olographe qui institue légataires universels M. et Mme G..., autres gendre et fille du défunt, M. L. Jarry. M. Dehais argue de faux le testament. L'examen de la pièce incriminée amène aux constatations suivantes :

1° L'orthographe du testament incriminé est correcte, sauf les fautes suivantes :

Testtament pour testament,
sous signé pour soussigné ;
sucession pour succession ;

2° L'écriture est tracée d'une façon irrégulière.. Certains mots sont beaucoup plus empâtés que d'autres.

3° Tremblement. — On constate un tremblement inconstant et irrégulier. Parfois des traits descendants sont tremblés, alors que des traits ascendants ne le sont pas.

4° Polymorphisme. — Certaines lettres présentent des formes notablement différentes dans ce texte court. Ainsi, le 7, avec ou sans bouclette supérieure; la double l, dont tantôt la première et tantôt la seconde est plus grande; le v avec ou sans grand trait final.

5° Reprises et retouches . — L'examen à un moyen grossissement fait découvrir une série de reprises et de retouches.

Cet examen du testament, avant toute comparaison, oblige à quelques réserves préalables au sujet de l'authenticité. L'irrégularité dans l'orthographe et aussi l'irrégularité dans la pression de la main sont suspectes. Mais surtout, le grand nombre des reprises et des retouches fait penser à un faux par imitation. Cette hypothèse est corroborée par l'irrégularité du tremblement, qui rappelle moins le tremblement sénile que le tremblement du faux par imitation.

Si l'on compare maintenant l'écriture de la pièce incriminée avec celle de Jarry, on découvre d'abord de nombreuses ressemblances. Les formes littérales sont à peu près constamment les mêmes. L'impression est donc que l'acte est authentique. Mais si l'on pousse les comparaisons avec plus de minutie, on découvre une curieuse série de divergences :

1° Orthographe. — Les fautes sont beaucoup plus abondantes dans les pièces de comparaison. Il est vrai que l'on peut admettre que le de cujus copiait un modèle. Il resterait alors l'anomalie des fautes relevées dans le testament ;

2° Reprises et retouches. — L'auteur des pièces de comparaison emploie très fréquemment des reprises et des retouches. Mais le caractère en diffère assez sensiblement de

ce que l'on observe dans le testament incriminé. En effet, l'auteur des pièces de comparaison fait des retouches grossières, très apparentes, alors que l'auteur du testament ajoute des traits en retouches, destinés à modifier l'aspect des lettres, et qui sont peu discernables à l'œil nu.

3° Empâtement. — L'irrégularité de pression que l'on observe dans le testament ne se retrouve pas dans les pièces de comparaison, où l'on ne relève que des éclaboussures ou les gros empâtements des surcharges.

4° Espacement. — Les lettres sont beaucoup plus resserrées, à calibre égal, dans le testament que dans les pièces de comparaison.

5° Involution des cercles. — Dans le testament, le cercle des lettres a, g et q est attaqué en haut et à droite, involué de droite à gauche, et lié au jambage. Dans la pièce de comparaison, le cercle de ces lettres est attaqué en haut et à gauche, involué de gauche à droite en descendant, et lié au jambage par une bouclette qui le coiffe.

Il y a là une opposition extrêmement grave, car on peut estimer que le mode d'attaque et d'involution des cercles est un des signes les plus sûrs de l'identité graphique.

6° Coupures. — Dans le testament, les nasales ont des jambages tantôt liés et tantôt séparés par des coupures de lettres. Ces coupures caractéristiques ne se retrouvent pas dans les pièces de comparaison.

7° Barre de liaison des nasales. — Dans le testament, la barre de liaison des nasales part du milieu du jambage et est curviligne. Dans les pièces de comparaison, le plus souvent, la barre de liaison est rectiligne et part du pied du jambage antécédent pour atteindre le sommet du jambage séquent.

8° Trait d'attaque. — Dans le testament, on remarque parfois devant les voyelles a, o, u, un trait d'attaque non lié au cercle ou au jambage qui le suit. Dans les pièces de comparaison, ce trait d'attaque existe, mais lié à la voyelle. Il semble donc bien qu'on se trouve en présence, non pas d'un signe d'identité, mais d'une imitation maladroite.

9° Boucles. — Dans le testament, les boucles inférieures se terminent par un trait ascendant. Ce trait ascendant existe parfois chez Jarry. Mais, très souvent aussi, et notamment

pour le J de la signature, Jarry termine les boucles inférieures par un trait curviligne. Cette forme courante n'existe pas dans le testament.

10° Barre du t. — La barre du t est beaucoup plus allongée et plus ascendante dans les pièces de comparaison que dans le testament.

11° Accentuation. — On ne retrouve pas, dans le testament, les points et les accents à types anormaux que l'on observe dans les pièces de comparaison.

12° Comparaisons formelles. — D'une façon générale, les formes observées dans le testament sont celles des pièces de comparaison. On retient cependant les points suivants :

B : Le B du testament est très différent des B de Jarry.

d : Le d gothique des pièces de comparaison a un trait final très ascendant, avec un crochet supérieur. La montée de ce trait n'est pas la même dans ce testament et le crochet est inférieur.

En présence de cette série de divergences portant sur les caractères généraux, et notamment des différences très graves dans l'attaque et l'involution des cercles et dans le mode de liaison des nasales, on est amené à conclure que le testament signé Louis Jarry est un faux par imitation.

La Cour de Rouen (car l'affaire était déjà en appel) a confirmé ces conclusions par un arrêt du 4 mars 1927.

2. — En 1924, un inconnu présente à une grande banque de Seendsvall (Suède), un chèque de 3.000 couronnes et un autre de 2.500 couronnes, signés Nätterlund, du nom d'un important client de la banque. Quelques temps après, Nätterlund, apprenant que son compte était amputé de 5.500 couronnes, proteste et argue de faux les signatures des deux chèques. La banque lui intente alors un procès. Une expertise est confiée au Professeur Langlett, de Stockholm, qui conclut à l'authenticité. Nätterlund demande alors la contre-expertise du rapport, pour la quelle le Procureur fiscal à Harnosand commet le Docteur Locard.

Les chèques portent chacun deux signatures. Les quatre signatures incriminées sont tracées d'une main courante et ferme, sans retouches apparantes. Mais l'examen à un fort grossissement fait découvrir, au recto et au verso du

premier chèque et à l'endos du second, une reprise dans le tracé de la lettre e.

Ces reprises sont d'une importance capitale, car elles correspondent à un point tout à fait idiotique des signatures de comparaison. Pour contrôler l'existence de ces reprises, on microphotographie les signatures qui les présentent à l'aide du grand appareil de Leitz. On constate alors que ces reprises ont eu pour résultat un empâtement que le buvard a ensuite étalé. Il y a donc là une première et assez grave présomption de faux. Un examen minutieux fait découvrir une série d'autres raisons qui corroborent cette hypothèse.

On observe, en effet, entre le groupe des 4 incriminées et le groupe des authentiques fournies comme pièces de comparaison, les divergences ou les oppositions suivantes :

1° Levée de plume. — Dans les incriminées, il y a une levée de plume et c'est la seule d'ailleurs qui suive une minuscule après le second t. Cette levée de plume se traduit par une véritable coupure, et même assez large, dans la signature figurant au recto du chèque de 2.500 couronnes. Au verso de ce même chèque, la levée de plume est évidente et un fort grossissement montre même que l'attaque de l'e suivant n'est pas exactement au contact. Sur le chèque de 3.000 couronnes, il y a encore une levée de plume, mais il n'y a pas de coupure, parce que l'e vient en surcharge sur la terminaison du t. Au contraire, les signatures authentiques ont toutes leurs minuscules liées, sans une seule levée de plume, et en particulier la liaison du second t avec l'e se fait dans des conditions idiotiques sur lesquelles on reviendra plus loin.

2° Limitante verbale. — Dans les incriminées, le groupe constitué par l'initiale et les minuscules a une direction horizontale, ou plutôt légèrement descendante, tandis que dans les authentiques le groupe est ascendant.

3° Hauteurs grammaticales. — Les proportions entre les grandeurs des diverses lettres semblent, de prime abord, sensiblement les mêmes dans les incriminées et dans les authentiques. On remarquera cependant que dans les incriminées, la majuscule initiale est un peu plus grande, alors que l'r médian est beaucoup plus petit, les jambages de l'n

et de l'u un peu plus petits, et le d final beaucoup plus petit.

Pour rendre ces comparaisons sensibles, on construit un schéma représentant par un trait continu la moyenne des hauteurs dans les incriminées, et par un pointillé la moyenne des hauteurs dans la signature de comparaison. Il est bien entendu qu'il ne s'agit nullement là d'analyse graphométrique, celle-ci reposant sur la loi des grands nombres et ne pouvant donc s'appliquer qu'à des séries très abondantes de mensurations, mais d'un simple schéma destiné à rendre les comparaisons plus claires.

4° Valeurs angulaires. — L'obliquité des lettres n'est pas très différente dans les incriminées et dans les authentiques, sauf en ce qui concerne la majuscule initiale de la signature, pour laquelle la divergence est grande.

5° Espacement des lettres. — Les espacements sont du même ordre dans les incriminées et dans les authentiques, mais leur répartition diffère assez sensiblement en trois points. Les incriminées séparent trop l'n de l'a et l'l de l'u, et pas assez l'n du d final.

6° Accentuation. — L'accent sur l'a n'est pas du tout tracé de la même façon dans les incriminées et dans les authentiques, ainsi que le montrent clairement les agrandissements photographiques.

7° Barre du t. — Dans les authentiques, la barre du t est appuyée, rectiligne, et souvent munie d'un petit harpon d'attaque et d'un petit harpon terminal. Au contraire, dans les incriminées, la barre est sinueuse avec un plein à l'attaque et des extrémités incurvées.

8° Idiotisme de l'e. — La lettre e, dans les authentiques, comporte une attaque tout à fait caractéristique, définie par la descente en crochet du trait de liaison. Non seulement ce détail essentiel ne se retrouve pas dans les incriminées, mais on a vu que, d'une part, trois fois sur quatre, cette lettre est l'objet d'une reprise ou d'une retouche, et que, d'autre part, le trait de liaison qui précède se termine constamment par une coupure, ou du moins par une levée de plume. C'est là le signe essentiel qui sépare les incriminées des authentiques.

9° Forme du J. — Cette majuscule a la base plus anguleuse dans les incriminées que dans les authentiques. D'autre part, si l'on mène un trait du sommet du J au sommet de l'N, il est descendant dans les authentiques et ascendant dans les incriminées.

10° Forme de l'N. — Cette majuscule, dans les incriminées, a exactement la forme d'un T dont la barre serait faite en bouclant la hampe par la gauche. Cette forme n'est pas celle que l'on observe dans les authentiques.

11° Base du t et de l'l. — Ces minuscules ont une base plus anguleuse dans les authentiques que dans les incriminées.

12° Forme de l'r. — Dans les incriminées, l'r est muni d'une bouclette supérieure gauche, et le plateau est rectiligne et descendant. Dans les authentiques, il n'y a pas de bouclette supérieure gauche, et le plateau offre une concavité supérieure très accentuée.

13° Forme du d. — Dans les incriminées, le trait final est dans le prolongement de la boucle, alors que dans les authentiques, il est projeté à droite.

En résumé, le groupe des incriminées et celui des authentiques présentent des divergences nombreuses. S'il est permis de faire bon marché de quelques oppositions de forme qui peuvent, dans une certaine mesure, être le fruit du hasard, on est obligé de retenir l'opposition essentielle et idiomatique du type de liaison de l'e et les différences portant sur les caractères généraux. Aussi la conclusion s'impose-t-elle : les quatre signatures incriminées doivent être considérées comme des faux par imitation, d'ailleurs très bien faits.

Le rapport du Docteur Locard concluait donc au faux, contrairement à celui du Professeur Langlett. En présence de ces opinions contradictoires, le tribunal de Harnosand s'est rapporté au serment du défendeur. Il fit jurer Nätterlund qu'il n'avait pas signé les chèques. Celui-ci, naturellement, jura. Et les parties furent renvoyées dos à dos. Or, il y a deux ou trois mois, on arrêtait à Stockolm un individu peu recommandable, qui venait de négocier une fausse traite. Et ce sieur S..., au cours de son interrogatoire, avoua spontanément qu'il avait aussi, en 1924, encaissé deux chèques de

5.500 couronnes, en imitant la signature de M. Nätterland, de Seendsvald.

OBSERVATION XIII

Faux par déguisement

M. Cormenier, huissier à Lussac-de-Libourne, était inculpé d'avoir adressé une lettre injurieuse au Procureur de la République de Libourne, et d'avoir apposé une affiche diffamatoire. Il y avait outrage à magistrat et menaces écrites de mort. Trois experts bordelais avaient conclu à l'identité des écritures incriminées et de l'écriture de Cormenier. Celui-ci protestait. Il demanda alors une contre-expertise au Laboratoire de Police technique de Lyon.

L'expertise se décompose en deux temps : 1° comparaison formelle ; 2° analyse graphométrique.

Je ne donne pas les détails du premier examen par comparaison formelle. Il incitait à penser que la lettre anonyme n'était pas de Cormenier. On cherche alors une confirmation dans l'analyse graphométrique.

Cette technique, imaginée par le Docteur Locard, est partie de l'observation suivante : « Existe-t-il, dans l'écriture, des
« caractères que le faussaire ne puisse pas penser à dégui-
« ser ? En existe-t-il même que, prévenu, il ne puisse par-
« venir à altérer ? Sera-ce parmi les éléments mesurables
« qu'il faudra chercher les constantes identificatrices ? Mais
« un même auteur écrira tantôt gros et tantôt petit, suivant
« la place dont il dispose, suivant l'écartement des lignes ou
« le format du papier ; et, d'autre part, l'obliquité des axes
« littéraux variera suivant la hâte, et sera d'ailleurs un des
« premiers signes altérés par le faussaire, qui, très habituel-
« lement, redresse ou renverse son écriture. Il faut donc aller
« plus loin. L'expérience nous montre que ce qui est constant
« dans le graphisme ce ne sont point les grandeurs absolues,
« mais les variations de grandeurs, c'est-à-dire les valeurs pro-
« portionnelles. Faire entrer la notion de valeurs proportion-

« nelles dans l'expertise des documents écrits, c'est l'engager
« dans la voie de la connaissance scientifique qui implique le
« passage du qualitatif au quantitatif : connaître c'est me-
« surer. C'est en chiffrant certains éléments mesurables que
« l'on pourra dire si, ces chiffres étant identiques ou va-
« riant parallèlement, les deux écritures considérées pro-
« viennent d'une même cause, c'est-à-dire d'une même main.
« ... Ce n'est pas du côté formel qu'il faut chercher les preu-
« ves de l'identité mais du côté quantitatif. » Et le Docteur
Locard a été alors amené à imaginer une méthode qui décè-
lerait, dans les faux par imitation et dans les faux par dégui-
sement, les caractères quantitatifs proportionnels, qui défi-
nissent une écriture et que le faussaire ne modifie pas parce
qu'ils ne sont pas apparents.

Voici les règles générales de l'analyse graphométrique :

1° Les mesures doivent être exprimées en dixièmes de mil-
limètres. Faites directement sur les originaux, elles amènent
une fatigue rapide et intense, qui devient une cause d'erreur.
En outre, le maniement continu des pièces expose à les dété-
riorer. On fera donc des agrandissements photographiques à
deux ou trois diamètres. L'agrandissement sera contrôlé à
l'aide d'un test millimétré; toutes les pièces seront agrandies
dans des proportions rigoureusement égales.

2° On pourra mesurer sur les agrandissements, à l'aide
d'une règlette plate en ivoire ou en métal, divisée en demi-
millimètres. Le réglage aura été vérifié une fois pour toutes.

3° Toutes les mesures sont bonnes, pourvu qu'elles soient
comparables. Ce qui veut dire que dans chaque ordre d'opé-
ration, l'expert peut fixer la technique qui lui convient, à
condition qu'il l'applique d'une façon strictement identique
aux diverses pièces comparées. Si, pour une même exper-
tise, il y a plusieurs experts, ou si un directeur de laboratoi-
re emploie ses aides aux mesures graphométriques, il ne faut
pas que deux opérateurs différents construisent l'un la cour-
be de l'authentique, l'autre la courbe de l'incriminée, les dif-
férences individuelles de technique pouvant fausser grave-
ment les résultats.

4° On fera, pour chaque ordre d'opérations, le plus grand
nombre de mensurations possibles, la valeur de la méthode

étant proportionnelle à la richesse des séries, et les diagrammes tendant à constituer des courbes régulières dans la proportion où les éléments statistiques sont nombreux.

5° Le principe général de la méthode est le suivant : mesurer sur les textes authentiques une série de grandeurs de même ordre, les représenter par une courbe. Construire, à l'aide de l'incriminée, la courbe correspondante et superposer les deux courbes ainsi obtenues. La concordance ou l'homologie des graphiques marquera l'identité d'origine des deux textes, quelles que soient les différences de leurs formes; leur discordance établira que ces textes proviennent de scripteurs différents, quelle que soit leur apparente similitude.

6° Les mesures peuvent porter sur de très nombreux éléments, qui se ramènent à quatre ordres :

A) *Des grandeurs relatives*, qui sont : soit des rapports de longueur (hauteur relative des minuscules, longueur de barre des t), soit des indices de courbure (rapport de la flèche à la corde dans le plateau de r minuscule).

B) *Des directions*, interprétées en valeurs angulaires.

C) *Des interruptions*, appréciées en statistiques de fréquence.

D) *Des formes*, interprétées également en statistiques.

Les relations et les indices de courbure, les directions, les statistiques d'interruption et les statistiques de forme, se traduisent toutes par des courbes dont la superposition ou l'homologie manifeste l'identité ou la non-identité des scripteurs.

7° Avant de commencer les diverses opérations graphométriques, il faut mesurer pour chacun des textes la hauteur minusculaire moyenne. Pour cela, on mesure cent ou deux cents grammes non dépassants pour chaque texte, et on en calcule la moyenne. Le nombre *m* ainsi obtenu servira de base à une série de calculs.

Les opérations portent sur les points suivants :

1° Rapports des hauteurs minusculaires.

2° Variation des hauteurs minusculaires.

3° Hauteur des dépassantes.

4° Gladiolage.

5° Ecartement des lettres.

- 6° Variation des écartements.
- 7° Ecartement des mots.
- 8° Ecartement des lignes.
- 9° Valeurs proportionnelles des largeurs.
- 10° Mesures du t.
- 11° Mesures de l'i.
- 12° Hauteur des liaisons.
- 13° Traits d'attaque et traits terminaux.
- 14° Epaisseur du trait.
- 15° Indice curvimétrique.
- 16° Indice diamétral (mesure des courbes fermées).
- 17° Indice de flèche (mesure des courbes ouvertes).
- 18° Indice du plateau.
- 19° Obliquité des marges.
- 20° Obliquité des lignes.
- 21° Obliquité des mots.
- 22° Rapports des valeurs angulaires.
- 23° Limitante verbale (droite tangente aux pieds de chaque lettre des mots).
- 24° Parallélisme grammatical.
- 25° Fréquence des coupures.
- 26° Position des coupures.
- 27° Statistiques des formes.

Naturellement, il n'est pas nécessaire d'appliquer toute l'analyse graphométrique à chaque cas. Les constatations les plus nettes sont, dans l'ordre d'importance: les rapports des hauteurs minuscules, les rapports des dépassantes, les rapports des valeurs angulaires, la fréquence des coupures, la position des coupures, l'écartement des lettres, le parallélisme grammatical, les variations des hauteurs, la direction de la limitante verbale, la barre du t. Il est rare que, après avoir procédé à cet ensemble de recherches, on ne soit pas en présence d'une solution évidente. Dans les cas simples, où l'on veut seulement confirmer par une démonstration rigoureuse une donnée déjà fort probable, les trois premières opérations suffisent parfaitement.

Il y a des cas où telle méthode n'est pas applicable: si le déguiseur a séparé tous ses grammes, par exemple, on ne peut utiliser les fréquences ni les séquences de coupures.

On ne commencera jamais l'analyse graphométrique sans s'être préalablement assuré qu'il ne s'agit pas d'une forgerie par calque. Les mensurations, dans ce cas, indiquent une concordance absolue des valeurs, qui est tout le contraire d'une preuve d'authenticité (1).

Dans l'affaire Corminier, on a procédé aux opérations suivantes :

1° Rapports des hauteurs minusculaires. — Si l'on mesure dans une écriture donnée, la hauteur des grammas, on constate que la hauteur moyenne reste constante pour un gramma donné, par rapport aux hauteurs moyennes des autres grammas. Il en résulte que si le scripteur modifie la grandeur générale de son écriture, soit parce qu'il dispose de peu de place, soit dans un but de déguisement, ses grammas conserveront entre eux les mêmes proportions. Si, par exemple, il a l'habitude de faire des i très petits ou des s très grands, ce caractère persistera malgré le changement d'aspect général du graphisme. Et si l'on dispose les grammas dans un ordre décroissant de hauteur, cet ordre ne sera pas modifié. Il est aisé de construire ainsi une courbe ayant pour abscisses les grammas dans leur ordre de valeur croissante, et pour ordonnées les hauteurs.

Pour étudier deux écritures, l'une authentique, donnée comme pièce de comparaison, et l'autre arguée de faux, il suffira de juxtaposer leurs deux courbes par la méthode qui vient d'être dite. Si les deux textes proviennent de la même main, les deux courbes se superposent (pourvu que la moyenne générale des hauteurs soit la même), ou du moins suivent une marche homologue. Dans le cas contraire, elles divergent.

En l'espèce, nous sommes très loin de la superposition. Mais on pourrait répondre que la divergence provient de la différence de grosseur moyenne des deux écritures comparées. Il n'en reste pas moins que l'homologie est insuffisante, même si l'on élimine les grands écarts dus à la différence radicale de forme des v. Certaines oppositions portant sur des lettres communes comme l'a, l'e et l's rendent difficile à soutenir la thèse de l'identité.

(1) Pour les détails complets de l'analyse graphométrique, voir *Manuel de technique policière*, d'Edmond Locard (pages 156 et seq.), auquel j'ai emprunté les descriptions ci-dessus.

2° Variations des hauteurs minuscules. — Si l'on mesure, dans un texte les hauteurs de tous les grammes non dépassants et que l'on répartisse les chiffres obtenus sans tenir compte de la lettre mesurée; on peut construire une courbe ayant pour abscisses les grandeurs et pour ordonnées les

Variations des hauteurs minuscules

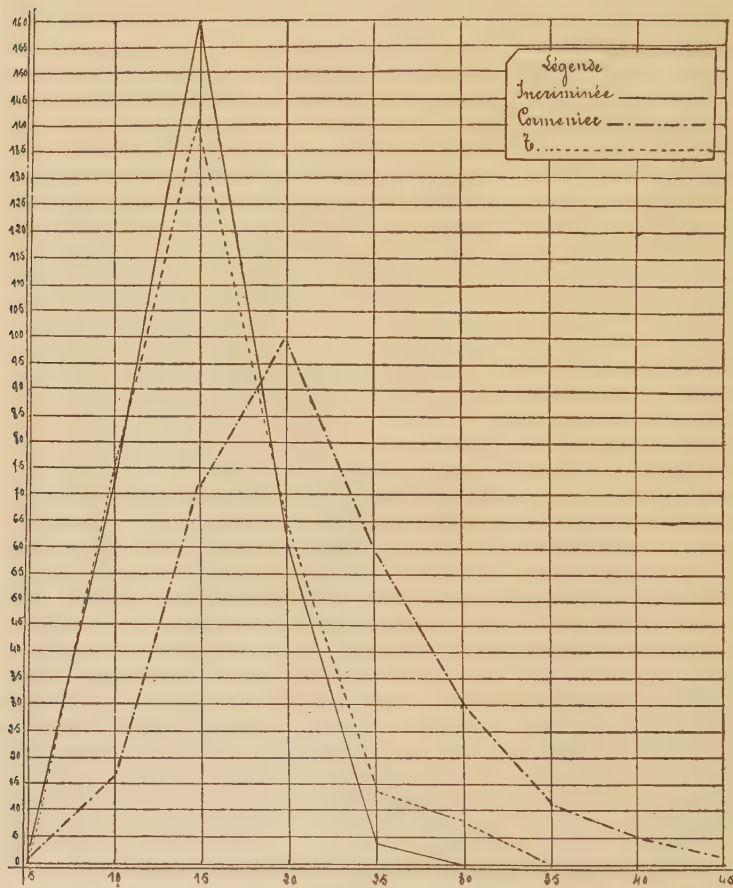


Fig. 4. -- Variation des hauteurs minuscules

La courbe T représente l'écriture d'un autre scripteur soupçonné

fréquences. En procédant à la même opération sur l'authentique et l'incriminée, on obtient des courbes qui homologues en cas d'identité, affecteront en cas de forgerie, les tracés les plus disparates.

En l'espèce, la figure IV présente deux courbes, l'une (cel-

Valeurs angulaires

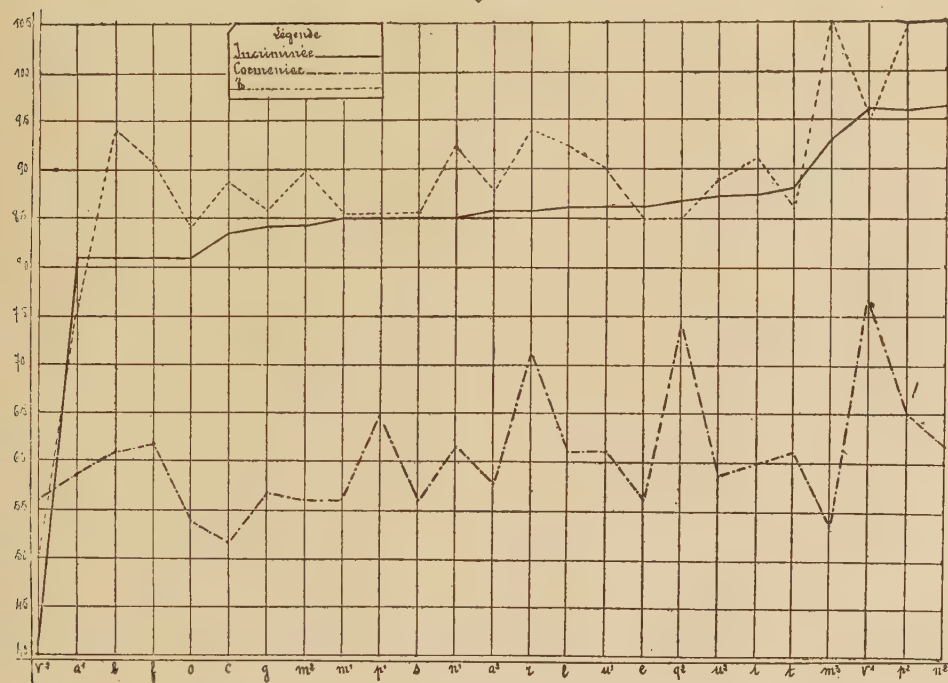


Fig. 5. — Valeurs angulaires

La courbe T représente l'écriture d'un autre scripteur soupçonné

le de l'anonyme) extrêmement acuminée, l'autre (celle des authentiques) beaucoup plus faiblement acuminée et avec une descente presque en lisis, alors que celle de l'anonyme descend nettement en crisis, ce qui tient à la différence presque double de l'étendue de la variation.

Variations des valeurs angulaires

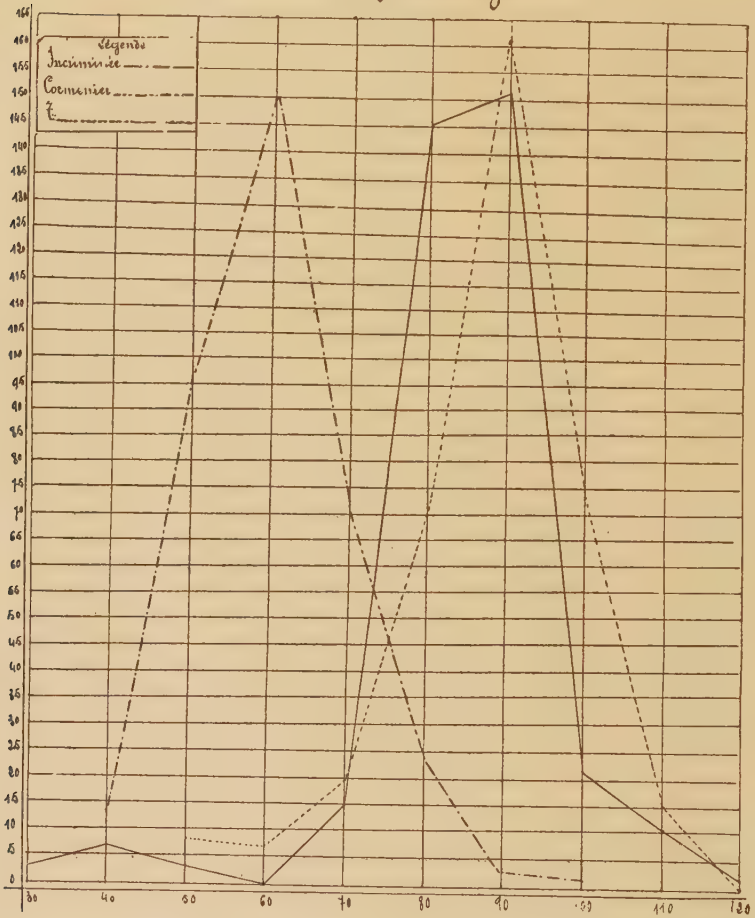


Fig. 6. — Variation des valeurs angulaires

La courbe T représente l'écriture d'un autre scripteur soupçonné

3° Rapports des valeurs angulaires. — Lorsqu'on mesure à l'aide d'un rapporteur transparent, les angles formés pour chaque type de grammes, par les axes littéraux avec la ligne de base, on constate que ces valeurs angulaires, sensiblement constantes pour un même gramma, varient notablement d'un gramma à un autre, et que, si le scripteur étudié modifie, par suite de changement de vitesse ou dans une intention de déguisement, l'inclinaison moyenne de son écriture, les proportions entre les valeurs angulaires des divers grammes restent les mêmes. Par contre, dans les meilleures imitations, le forgeron arrivera peut-être (encore est-ce fort rare) à reproduire à peu près exactement l'obliquité moyenne du graphisme imité ; jamais il ne pourra conserver les proportions des diverses valeurs angulaires. Bien mieux, il y substituera celles de son propre graphisme.

Ici, en l'espèce, la différence est radicale. L'incriminée a des valeurs angulaires à la fois très hautes et exceptionnellement égales. De sorte que, à l'exception du chiffre excessivement bas du V², la courbe est tout entière en plateau, avec de hautes valeurs relatives portant sur la V¹ et sur le second jambage du p et de l'u. On ne peut rien imaginer de plus différent que la courbe des authentiques. Celle-ci n'offre aucune homologie ; les rapports entre les jambages des m et de n sont inversés ; p² et n² ne sont pas au sommet ; m³ est à peu près minimum au lieu d'être dans les plus grands, etc... Ici, l'hypothèse de l'identité devient tout à fait improbable.

4° Variations des valeurs angulaires. — On peut faire saillir l'étendue des variations de valeurs angulaires en construisant une courbe dont les abscisses sont les valeurs angulaires et les ordonnées les fréquences. Enfin, on peut étudier la variation de la valeur angulaire en fonction de la position du gramma dans le mot (finales penchées ou redressées), dans la ligne, ou dans la page.

Ici, avec les chiffres précédemment obtenus, on construit la courbe représentée par la figure VI. Là encore, la discordance est extrême. L'une des courbes est acuminée (comparaison) avec une base correspondant à une variation faible, de 40 à 100°, l'autre est en plateau, il est vrai assez étroit, avec une base à variation étendue de 30 à 100°.

En résumé, l'analyse graphométrique, dans les limites où elle est applicable à deux textes, dont l'un est assez court, fait rejeter l'hypothèse de l'identité d'origine.

Malgré cette conclusion, qui innocentait Cormenier, celui-ci fut condamné par le Tribunal de Libourne à 15 jours d'emprisonnement, le 11 avril 1924. Mais Cormenier fit appel. Et la Cour de Bordeaux l'acquitta, par un arrêt du 8 décembre 1925, pour des raisons tirées de la comparaison des écritures et des raisons extrinsèques (ce qui est un bien précieux contrôle de l'expertise).

OBSERVATION XIV

Identification d'écriture

Le problème de l'identification d'écriture se pose d'une façon un peu différente : il n'implique pas nécessairement le fait de l'imitation ou du déguisement. Il peut se ramener à cette simple question : un texte donné est-il bien de son auteur prétendu ?

Les cas d'identification d'écriture sont fréquents dans la pratique des laboratoires. Une espèce célèbre a été la succession Paul Bernain, qui mit aux prises huit experts. Je la rappelle brièvement ici, parce qu'elle est une des affaires extrêmement difficiles, où l'analyse graphométrique a permis de voir clair, malgré et contre la simple analyse graphique.

Deux testaments de 1911, — dont le dernier était suivi d'un codicille de deux lignes en date du 6 janvier 1912, — signés Paul Bernain, instituaient Mme Paul Bernain (née de Ravisi) légataire universelle. Les héritiers du sang arguèrent de faux ces trois dispositions. Les documents litigieux furent confiés, pour rapport, à sept experts parisiens qui, tous, conclurent au faux. Le Tribunal de la Seine adopta ces conclusions. Puis l'affaire vint devant la Cour d'Appel de Paris. M^e Paul-Boncour consulta alors le Docteur Locard.

Un premier examen permit d'éliminer l'hypothèse d'un faux par calque et celle d'une forgerie à main guidée. Aucun

des signes de ces deux sortes d'altération n'existait en l'espèce. Il restait à vérifier l'hypothèse d'une imitation à main libre. Le cas était de ceux qui relèvent nettement de l'analyse graphométrique. Il s'agissait d'appliquer la méthode 1° au testament du 4 novembre 1911; 2° au testament du 24 novembre 1911; 3° à l'écriture du de cujus, M. Paul Bernain; 4° pour contrôle, à l'écriture d'un tiers, C..., dont l'écriture ressemblait à celle des testaments.

La coïncidence ou l'homologie des deux courbes représentant les testaments devait établir qu'ils étaient de la même main. Leur authenticité serait prouvée par la coïncidence de leurs courbes, avec celles du de cujus et la divergence d'avec les courbes de C... Des constatation inverses eussent montré la forgerie.

On appliqua d'abord la méthode des hauteurs minusculaires. Les résultats étaient frappants en ce qui concerne les minuscules dépassantes. Le tracé représentant le graphisme de Paul Bernain suit constamment le tracé représentant les actes incriminés. Au contraire, l'écriture de C... présente des divergences énormes.

On a appliqué ensuite l'étude des variations des hauteurs minusculaires. On a mesuré dans les divers textes tous les grammes non dépassants, et on a réparti les chiffres obtenus, sans tenir compte de la lettre mesurée, et en construisant une courbe ayant pour abscisses les grandeurs et pour ordonnées les fréquences. Ici encore, les courbes des testaments et celle de Paul Bernain, coïncident, alors que celle de C... est d'un type absolument différent.

Les valeurs angulaires donnèrent de même des résultats extrêmement concluants. L'écriture des testaments incriminés et celle du de cujus donnent des courbes parfaitement homologues, tandis que l'écriture de C... accuse des divergences énormes.

D'autres opérations furent pratiquées : on calcula et on traduisit en courbes les variations des valeurs angulaires et le gladiolage. Constamment, l'analyse rapprocha les testaments de l'écriture de Paul Bernain. Pour réaliser à quel point ces résultats sont intéressants, il faut noter que l'écriture de C... et celle de Paul Bernain présentent un nombre

surprenant d'idiotismes communs. Les lettres a, c, d, f, m, n, s, sont absolument identiques chez les deux scripteurs, et le reste diffère assez peu.

La Cour d'Appel de Paris, par un jugement avant dire droit, décida que des témoins seraient entendus, concernant la manière dont le testament avait été déposé. Le résultat de cette enquête confirma pleinement ce qu'avait indiqué l'analyse graphométrique. Le 11 mai 1923, un arrêt sur le fond envoyait Mme Bernain de Ravisi en possession des biens du de cujus.

On aperçoit les résultats intéressants que donne l'analyse graphométrique. Il faut noter qu'on n'emploie jamais ce procédé de recherches sans le contrôler par la recherche des idiotismes et l'étude des caractères généraux. Mais cette méthode donne, même et surtout dans les cas difficiles, des clartés et une garantie que les simples comparaisons ne pouvaient pas apporter.

CHAPITRE V

L'expert en écritures

Je n'ai pas à m'occuper ici du rôle de l'expert en général dans l'enquête criminelle, de ses devoirs, ou de l'influence que peuvent avoir ses conclusions sur la marche du procès. Je limite ce chapitre à l'expertise en écritures, et je voudrais essayer de dire rapidement ce qu'il est trop souvent et ce qu'il devait être.

Il est hors de doute que si l'expertise des écritures a été si longtemps le prétexte à toutes les ironies et la synthèse de toutes les maladresse, il faut en voir la cause essentielle dans le mauvais recrutement des experts. Aucun texte légal ne réglemente la question. Et, tandis qu'on exige d'un chimiste ou d'un médecin, avant de lui confier l'analyse d'une trace ou l'autopsie d'un cadavre, des diplômes et une spécialisation, on désigne, pour l'étude d'une écriture, un architecte ou un instituteur, suivant la fantaisie des

tableaux d'experts. Nul titre qui soit la preuve d'une expérience acquise, nul examen ne sont en effet exigés pour l'inscription sur la liste des experts.

Il suffit de faire une demande. Et le maître d'école qui a passé 40 ans de sa vie à corriger des pages d'écritures, le graphologue à qui ses talents de déchiffreur des caractères a valu une célébrité mondiale, le comptable qui use ses heures à faire de la calligraphie, le rentier qui s'ennuie et voudrait « faire quelque chose », perduvés que l'expertise des écritures est un art qui s'improvise, songeant d'autre part qu'elle est un moyen commode et agréable de réaliser parfois d'intéressants bénéfices, réclament et obtiennent leur inscription au tableau. Il en résulte des scènes burlesques et qui restent inconnues quand la sagesse d'un juge leur adjoint un expert dont la technique est éprouvée (car c'est alors celui-là seul qui, en pratique, travaille); il en résulte, quand ces « hommes de l'art » opèrent seuls, des conclusions parfois exactes, à la fin d'un rapport sommaire ou maladroit (car la loi des probabilités joue ici comme ailleurs et les plus incompetents n'ont jamais que 50 % de chances d'erreur), mais qui sont souvent de lourdes fautes et dont le retentissement peut être grave.

Il y a quelques mois, un expert en écritures qui est, sans aucun doute, une des compétences les plus certaines du monde en la matière, M. Chevassus, collaborateur du Docteur Locard, se voyait adjoindre dans une affaire d'une ville assez proche, deux experts locaux. L'espèce était délicate; on ne pou-

vaît déplacer les pièces originales. Après un examen minutieux, il se dispose à photographier les textes, de façon à les étudier à loisir sur des agrandissements (car une expertise en écritures ne s'improvise pas. Elle demande beaucoup de temps pour l'examen, et plus de temps encore pour la réflexion). Mais il est arrêté par un des experts qui propose de rédiger le rapport : « Comment, dit M. Chevassus, mais je n'ai pas encore d'opinion; je n'ai jusqu'ici, observé que des choses peu importantes. Je ne sais pas faire un rapport en deux heures. — Oh ! c'est comme vous voudrez. Agissez selon vos habitudes. Nous, vous comprenez, c'est la première fois... » Cette histoire a l'air d'un cliché par sa réitération même.

Une illustration bien jolie et assez dangereuse de cette incompétence m'est fournie par une anecdote qui vient de se passer en Finlande, et que m'a racontée un criminologiste suédois. Il y a un an, en Finlande, un grave procès au sujet de l'authenticité d'un contrat mettait aux prises le soi-disant signataire et le bénéficiaire. Ce dernier sollicite le secours de l'expert (un seul expert pour toute la Finlande), et obtient de lui un rapport qui conclut à l'authenticité. Dépôt du rapport au tribunal. L'affaire traîne. Au bout de plusieurs mois, le défendeur, à son tour, fait commettre par le tribunal un expert pour l'examen de la pièce litigieuse. L'expert, le même expert, est désigné. Et il remet, il y a quelques jours, à la Justice un rapport qui établit, en toute certitude, la fausseté du document. Vue à des milliers de kilomètres, l'histoire est bouffonne. Mais qu'elle est redoutable pour le crédit de l'expertise...

Des initiatives privées ont essayé de remédier aux indulgences de la justice dans ce domaine (indulgence d'ailleurs faite souvent de scepticisme). A Paris, un certain nombre d'experts se sont constitués en société technique des experts en écritures sous la présidence de M. Solange Pellat et la vice-présidence de M. Crépieux-Jamin. L'épreuve consiste en six opérations de vérification d'écritures (écriture déguisée, de main gauche, typographique, étrangère, pathologique, fausses signatures). Le jury comprend deux magistrats et deux graphologues. C'est une initiative remarquable. L'examen est très difficile. Il porte sur des expertises dont on peut contrôler les résultats avec une entière certitude; surtout, il a le grand mérite de représenter des épreuves pratiques, et de ne rien devoir à l'abstrait ni au psittacisme.

Il existe à l'étranger, à Lausanne, à Berlin, à Gênes, des Instituts de police scientifique. Certaines Universités possèdent même des chaires de technique policière. Enfin, tout récemment, un criminologiste de San-Francisco, M. Chauncey Mac Govern, vient de fonder un « Collège de criminologie » où est professé un cours d'expertises en écritures.

Cette question de la valeur de l'expert acquiert chaque jour une importance plus considérable, devient d'une nécessité toujours plus impérieuse à cause du crédit grandissant que les juges accordent à l'expertise. Il est bien entendu qu'ils ne sont pas liés par les conclusions d'un rapport. Leurs décisions restent souveraines. Et la raison d'être que la loi et la jurisprudence reconnaissent à l'expertise est, au

maximum, une opinion qui pourra, s'il le veut bien, guider le juge. Mais les progrès si remarquables que les méthodes scientifiques ont fait réaliser à l'expertise en écritures, la certitude où elle peut parfois maintenant atteindre, incitent celui-ci à considérer souvent les conclusions d'une expertise comme la voie assurée dans laquelle il peut engager le procès, surtout quand elle est l'œuvre d'experts éprouvés. La technicité de ceux-ci est donc d'une nécessité rigoureuse. Mais cette technicité, de quoi est-elle faite ?

Une série de complexes, ici comme partout, entrent en jeu. Il y a d'abord, et avant tout, le problème si important de la formation. Pour l'avenir, on peut espérer que se constituera dans le monde entier un corps d'experts compétents, grâce aux écoles dont j'ai parlé plus haut, grâce surtout à la pratique, de plus en plus répandue, des stages dans les laboratoires. Les jeunes gens qui désirent se spécialiser dans la criminologie font, en général, le tour des principaux laboratoires du monde. Ils y travaillent, pendant une période plus ou moins longue, sous le contrôle des directeurs. Ceux-ci les forment à leurs méthodes et leur donnent une inappréciable expérience en les faisant participer aux travaux qui ont lieu au cours de leur stage. J'ai vu, ainsi, au Laboratoire de Police technique de Lyon, des Serbes, des Américains, des Suisses, des Espagnols, des Anglais ou des Suédois, arriver, parfois pour un an ou plus, après avoir déjà travaillé avec Schneikert en Allemagne, avec Bischoff à Lausanne, avec Reiss à Belgrade, avec Bayle à Paris, etc... Le jour où ces sta-

giaires sont experts, il est bien certain que la preuve qu'ils administreront dans une affaire aura une autre valeur que celle fournie par les amateurs dont les tableaux sont encombrés. Ils sont dressés, en effet, aux méthodes récentes, dont les résultats sont déjà si brillants, et ils quittent les laboratoires, parfaits photographes, chimistes adroits, en même temps qu'experts en écritures.

C'est que les techniques actuelles de l'expertise requièrent une complexité dans la spécialisation qui ne peut se trouver que chez des hommes de laboratoire. Il y faut, je le veux bien, une haute spécialisation. Et il est bien évident que l'expert en écritures ne saurait pratiquer, en outre, avec la même compétence, une autopsie ou un examen de fraude alimentaire. Mais il doit avoir reçu une formation telle qu'il puisse faire l'analyse des encres, quelle qu'en soit la difficulté, celle des pâtes de papier, les microphotographies les plus délicates et disposer d'un outillage qui lui permette l'application des méthodes physiques et chimiques les plus récentes. Tout ceci, et la nécessité au moins aussi stricte d'apporter à ses examens un esprit rigoureusement scientifique, — je veux dire tourné sans cesse vers des préoccupations scientifiques, — m'amène à conclure que l'expert présentant le maximum de garanties se trouvera dans les laboratoires. Là, en effet, les hommes ne connaissent pas seulement leur métier, ils l'exercent. Le nombre d'affaires qui passe dans un laboratoire d'Etat est tel que les chiffres dont des experts particulièrement sollicités pourraient s'enorgueillir prêterent à sourire

par comparaison. Et l'on imagine alors l'expérience, sans cesse renouvelée, sans cesse enrichie, de ces hommes qui, toute leur vie et à chaque heure du jour, penchent leur curiosité sur les problèmes de police scientifique dont l'expertise en écritures est un des points essentiels.

Il y a plus. L'expert ne travaille pas seul dans son laboratoire. Il s'est entouré de préparateurs dressés à ses méthodes, qui, à son exemple, agrandissent leur expérience chaque jour, et dont certains deviennent d'obscurs mais véritables savants. Chacun d'eux refait l'expertise pour son compte. Puis on confronte les conclusions, on les discute, et celles qui seront définitivement adoptées auront une véritable solidité objective, à force d'être faites de subjectivisme multiplié.

Voilà donc les deux qualités primordiales qui assureront la technicité de l'expert : la formation, l'habitude. Il faut y ajouter le don de voir, le flair, ce « quid divinum » sans lequel il n'est pas de Sherlock ou de Dupin, mais pas davantage d'expert en écritures. Sans ce « coup d'œil », un expert pourra être consciencieux et parfois habile. Il ne sera jamais un enquêteur de premier ordre.

Et j'ajoute, je ne dis pas la conscience professionnelle, car cela est trop évident, mais la conscience scientifique. Il faut savoir douter ; il faut refaire constamment pour soi la critique du témoignage, de son témoignage. Et c'est pour cela que l'expertise ne peut s'accommoder d'un examen rapide et de conclusions hâtives. Elle exige du temps, et, pour ainsi dire, la

cristallisation des observations dans le subconscient. Il faut, d'autre part, oser ne pas savoir, et oser dire qu'on ne sait pas.

Enfin, l'expert n'oubliera jamais qu'il n'est pas un juge. Il n'y a pour lui ni coupable, ni victime, ni innocent. Il n'a ni verdict, ni acquittement, ni non lieu à prononcer. Des documents sont proposés à son examen : il ne doit connaître que ce que lui révèlent ses yeux, ses méthodes, son microscope, ou les analyses chimiques et microchimiques. Il doit se garder, par dessus tout, de faire de la psychologie à propos d'une affaire. Et, pour cela, il se défendra absolument de feuilleter le dossier, si un juge le lui a confié. Il faut qu'il ignore toutes les raisons extrinsèques qui pourraient indiquer la solution. Qu'il s'en tienne à ce qu'il voit, à ce qu'il observe, et sa tâche sera finie. Le juge prononcera. Il prononcera avec d'autant plus de certitude que l'expert lui aura apporté, non des opinions psychologiques, mais des faits.

CHAPITRE VI

Nature et valeur de la preuve Le degré de certitude

Un procès, qu'il soit civil ou criminel, peut s'exprimer dans ce raccourci : un ou plusieurs faits à établir, à propos desquels le juge dira le droit. Tout se ramène donc à une question de preuves. Mais l'administration de la preuve est très différente suivant que le procès est civil ou criminel. En matière civile, une contestation ne relève, en général, que des intérêts privés. Aussi le juge ne peut pas intervenir d'office dans un conflit qui met en jeu des droits privés. En matière pénale, au contraire, le juge n'a plus à trancher un conflit; il est chargé, au nom de l'ordre public, de protéger la société. « Cette différence, dit « fort bien M. André, quant au but poursuivi entre « les deux juridictions, a une conséquence directe « quant aux moyens de preuve employés pour for- « mer la conviction du juge ainsi que sur la part

« plus ou moins active que celui-ci peut prendre dans
« l'instruction des affaires. En matière civile, c'est
« aux parties, principalement, qu'incombe la charge
« de réunir les preuves et les documents pouvant
« éclairer le juge. Celles-ci sont maîtresses de la me-
« sure dans laquelle elles doivent soutenir leurs inté-
« rêts, de la délimitation ou de l'extension qu'elles
« peuvent apporter à leur demande. En matière cri-
« minelle, il n'en est plus de même, le juge ne res-
« tant pas entièrement étranger à l'instruction. Celle-
« ci n'est plus l'œuvre de la partie intéressée, mais
« celle d'un magistrat chargé de la mission de réu-
« nir tous les éléments de preuve qui pourront éclai-
« rer les débats. » Ces idées reçoivent leur traduc-
tion dans les deux grands principes qui expriment le
rôle du juge : le principe de neutralité du juge civil,
le principe de l'intime conviction du juge criminel.

Il est donc impossible de confondre en un seul examen la nature et la valeur de la preuve apportée par l'expertise en écritures au civil et au criminel. Je distinguerai rigoureusement les deux domaines.

A. — Nature de la preuve

L'objet de la contestation, dans le procès civil, peut être un fait juridique, c'est-à-dire un événement matériel susceptible d'engendrer des rapports juridiques ou un acte juridique. La réglementation de la preuve dépend de la nature du débat. S'agit-il d'un acte juridique ? La loi n'autorise, en principe, que la

preuve par écrit; ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle permet d'invoquer le témoignage des tiers ou les présomptions tirées des circonstances. Pour les faits juridiques, au contraire, la preuve est plus souple, plus large. Et le droit connaît ici : les écrits, le témoignage, les présomptions, l'aveu, le serment; enfin, quand elle est possible, la constatation matérielle du fait allégué. La force probante qui s'attache à chaque sorte de preuve dépend évidemment de la nature de cette preuve. On connaît aujourd'hui la faillibilité du témoignage. La psychologie expérimentale fait porter là-dessus une partie importante de ses travaux; elle a permis d'établir que l'enquêteur ne peut recevoir la preuve testimoniale qu'avec d'extrêmes réserves, en l'interprétant et, pour ainsi dire, en la filtrant lui-même. Dans cette hiérarchie des preuves, quelle est donc la place de l'expertise en écritures ? D'éminents juristes, parmi lesquels MM. Colin et Capitant, rangent l'expertise dans la constatation matérielle du fait allégué. Il faut préciser. Le terme d'expertise est une étiquette qu'on appose sur des disciplines très diverses. Et il n'est peut-être pas tout à fait juste d'assimiler, par exemple, la nature de la preuve apportée par un expert qui évalue les dégâts d'automobile dans un accident et celle d'une expertise en écritures. Pour cette dernière, le problème est plus complexe. La nature de la preuve, dans l'expertise des écritures, a suivi une évolution incessante depuis que cette expertise existe, et que la loi s'en occupe. En réalité, la classification de MM. Colin et Capitant reste exacte. L'expertise en

écritures est bien une preuve tirée des faits. C'est ce que la terminologie moderne appelle la preuve indiciale ou, avec les Anglais, « circonstantielle ». Seulement, la preuve indiciale n'est pas une : nous ne recevons pas directement les indices, les faits. De sorte qu'en jouant un peu sur les mots, on pourrait dire que l'expertise est un témoignage : l'expert témoigne de ce qu'il a vu. Et c'est presque une preuve de cette nature qui est à l'origine de l'expertise en écritures, exactement une opinion. M. Maurice Picard a très justement démontré comment l'opinion de l'expert est, avec celle du juge, la seule prise en considération par la loi. Et elle était, autrefois, de peu de poids dans le procès : l'insuffisance des méthodes, le peu de compétence des experts ne permettaient pas au juge de la considérer autrement que comme un avis dont on ne pouvait tenir compte que dans les cas désespérés et en le contrôlant pas des preuves extrinsèques. Les progrès réalisés par l'expertise des écritures, l'introduction des méthodes de laboratoire dans ce qui n'était auparavant qu'une discipline subjective, la formation plus scientifique des experts ont amené, dans ce domaine, une sensible évolution de la preuve. Elle n'était autrefois, et strictement, qu'une opinion dont on devait surtout connaître la faillibilité. Elle est devenue une opinion à laquelle les juges peuvent accorder un large crédit (car il appartient aux experts de mesurer et de limiter eux-mêmes leur crédit, suivant l'espèce). Enfin, dans quelques cas précis, l'expertise des écritures est déjà

cette « constatation matérielle des faits » dont parlent MM. Colin et Capitant, et qui s'impose au juge avec la force d'un fait évident. Ici, plus qu'ailleurs, la valeur et la nature de la preuve sont étroitement liées. Le degré de certitude les conditionne. Ces trois problèmes sont à peu près indistincts. Je les reprendrai plus loin.

Le juge civil n'a pas à rechercher d'office les éléments du procès. Le juge criminel, au contraire, se met d'office en enquête. Cette différence réagit : 1° sur l'inadmissibilité de certaines preuves en matière criminelle (serment décisive ou supplétoire); 2° sur l'administration de la preuve; 3° sur l'importance prépondérante de la preuve en matière criminelle. Elle est, ici, le fond du procès. M. René Garraud écrit : « La loi civile a pu et a dû assujettir à « certaines formes la constatation des faits juridi-
« ques, imposer aux parties l'obligation de précons-
« tituer à l'avance, au cas de contestation, telle ou
« telle preuve, de manière à garantir leurs droits
« et à éviter même les difficultés. C'est donc avec
« un caractère antilitigieux que le droit civil organi-
« se des preuves légales. Toute autre est la situation
« dans le procès criminel. Les parties n'ont pas pu
« prendre leurs précautions; elles doivent donc être
« laissées libres de fournir la preuve par tous les
« procédés propres à convaincre le juge. » Et M. Garraud classe ici les preuves en preuves directes ou d'évidence ou preuves indirectes ou de raisonnement et il les range sous trois chefs principaux :

1° Expérience personnelle :

1. Inspection personnelle du juge;
2. Expertise.

2° Foi au témoignage :

1. De l'inculpé : aveu;
2. Du demandeur : serment;
3. Des tiers : testimoniale ou littérale.

3° Présomptions :

1. Précomptions simples ou de l'homme;
2. Présomptions légales.

L'expérience personnelle est, selon les cas, une preuve indirecte (de raisonnement) ou une preuve directe (d'évidence). Et de même qu'en matière civile, les progrès de l'expertise en écritures tendent à substituer la preuve directe de la preuve indirecte, le fait à l'opinion. Ici encore, également, la nature et la valeur de la preuve sont les deux aspects d'un problème dont le degré de certitude donne la solution.

C'est ce qu'il faut examiner maintenant.

B. — Valeur de la preuve ; le degré de certitude

Le but de toute preuve, c'est d'établir la véracité des faits allégués dans un procès. Sa valeur est donc faite de la certitude où elle peut atteindre. Mais cette valeur a parfois une sorte de rigidité. Certaines preuves sont, en quelque manière, figées dans leur existence. Leur seule administration emporte leur valeur. Tel est, par exemple, le serment. Dès qu'on est con-

venu de l'admettre, il a une valeur puisque la partie à qui on l'a déféré jure. Il est bien entendu que le juge peut se prononcer en considération d'autres éléments de l'espèce; mais le serment, s'il est admis dans un procès, fait preuve parce qu'on l'a prêté. Il a la valeur de son existence. Toute autre est la valeur de la preuve dans l'expertise des écritures. Elle est singulièrement souple, inégale et variable, se laisse saisir sous les aspects les plus divers, abandonnant l'expert, trop souvent, sur l'échelon des simples probabilités.

Le degré de certitude, dans cette matière, est quadruplement conditionné : par la procédure adoptée; par le rôle du juge dans le procès; par la nature des documents à expertiser; par l'expert.

Une distinction, et rigoureuse, s'impose pour les deux premiers points, selon qu'il s'agit d'un procès civil ou d'un procès criminel. On peut, au contraire, confondre les deux domaines pour l'examen des derniers points.

1° *Procédure.*

On a vu (chapitre I) combien la procédure criminelle est plus souple que la procédure civile en matière d'expertise en écritures.

Je ne veux pas discuter ici le point de savoir s'il pourrait en être autrement et si l'on pourrait imaginer pour la procédure civile une réglementation qui permît à l'expert une plus entière liberté. Et, même en théorie, je ne le crois pas. « Le procès civil est un « duel dans lequel les deux parties peuvent fixer le

« moment de la lutte et dans lequel aussi chacune a
« le droit de profiter des fautes de son adversaire »,
a dit, très justement, M. André. Ce sont elles qui font
le procès. Tous les documents dont le juge s'inspire,
toutes les considérations sur lesquelles il appuie sa
décision sont soumis, à peine de violation de la loi,
à l'examen contradictoire de tous les intéressés, car
les plaideurs doivent toujours rester maîtres de leurs
prétentions. Ce qui explique et justifie le formalisme
rigoureux qui gêne l'expertise et limite ses méthodes.
Il faut sauvegarder, de la façon la plus constante, le
droit de contrôle des parties.

Les trois points les plus reprochables sont : l'obligation de trois experts, l'immobilisation des pièces au greffe, et le choix des pièces de comparaison.

La première de ces règles n'a, en général, d'autres conséquences qu'une perte de temps et un supplément de frais. Et ceci importe assez peu pour la valeur de la preuve. Sauf exception, en effet, les experts désignés ont une compétence très inégale. Et celui ou ceux que le tableau des experts a accueillis avec un optimisme indulgent que rien n'explique se contentent de signer un rapport que, souvent, ils ne lisent même pas. Mais il peut arriver que ceux-ci, pris d'un zèle assez fâcheux ou parce qu'ils n'ont pas su adopter le γῶθι σεαυτον de Socrate, font l'expertise avec leurs seules lumières. Si leurs conclusions ne sont pas celles de l'expert compétent, elles pourront ou affaiblir ces dernières (si un seul expert donne un avis contradictoire) ou, ce qui est plus grave, les infirmer (si les experts occasionnels sont du même

avis). J'aperçois l'objection et le remède : cela n'est pas une question de procédure, mais de recrutement d'experts. C'est entièrement mon opinion. Il n'en reste pas moins que l'expert qui n'est pas d'accord avec ses collègues devrait pouvoir motiver son avis. Ce serait un renforcement du contrôle que la loi est soucieuse d'assurer aux parties dans le procès civil.

L'immobilisation des pièces au greffe a de plus graves inconvénients. L'expert, pour travailler, a besoin d'un outillage minutieux dont l'installation, même provisoire, est impossible dans un greffe : grand appareil de Leitz, lampe de Hanau (rayons ultra-violets), instruments de chimie, etc... Tout au plus peut-il emporter sa loupe et, à la rigueur, un microscope. Mais, souvent, le collaborateur le plus précieux — une bonne lumière — fera ici défaut. Il y a plus. L'expert qui a un laboratoire travaille avec ses aides, se voit contrôler par eux. Cette vérification de l'expertise ne peut exister quand tout se fait au greffe. On aperçoit alors l'insuffisance des méthodes employées, faute d'outillage, et avec quelles réserves l'expert est obligé de conclure.

Il y a des techniques qui, dans certaines espèces, peuvent se suffire avec une loupe et un microscope. Ce sont celles qui interviennent dans les cas faciles de faux par imitation, par déguisement ou à main guidée. Mais une autre contrainte apparaît aussitôt : le choix des pièces de comparaison. On ne doit accepter comme telles, au civil, que les pièces sur lesquelles les parties s'entendent, ou les actes authenti-

ques ou d'état-civil. Or, un expert ne peut faire un examen utile de ce genre de faux qu'en s'appuyant sur le plus grand nombre possible de pièces de comparaison, écrites à main courante. Il faut saisir l'écriture de l'auteur soupçonné dans sa plus entière vérité. Celle-ci ne sera complète que si les documents sont abondants, de manière que la dissimulation possible du scripteur se soit lassée, ou si leur origine, intime, familière, rend la fraude impossible. Dans certains cas, par conséquent, il se peut que l'expert manque d'éléments de comparaison suffisants et il devra donner ses conclusions comme de simples probabilités, alors qu'il eût peut-être atteint à une quasi ou à une entière certitude.

Voilà donc de graves inconvénients qui rendent même parfois l'expertise impossible. Dans la pratique, la tolérance des juges et le consentement mutuel des parties y remédient souvent. On autorise l'expert à photographier les pièces, puis à travailler dans son laboratoire. Ce qui est à la fois nécessaire et suffisant pour une importante série de faux. Seule l'expertise qui requiert un examen chimique ne peut opérer sur des photographies. Mais, ici, la tolérance est allée jusqu'à permettre le transport de la pièce incriminée au laboratoire pendant un laps de temps très court, suffisant, tout de même, pour travailler par les procédés utiles.

Au criminel, la situation est toute différente. La procédure moins rigide, assouplie encore par la pratique, permet le transport de tous les documents au laboratoire et donne à l'expert des éléments de com-

paraison aussi nombreux, aussi sincères que possible (le juge, très souvent, dicte à l'auteur soupçonné le texte incriminé, et autant de fois qu'il le faudra pour épuiser les tentatives de fraude). Le travail se fait alors dans les conditions optimales de technique et avec le maximum de sécurité.

Il est donc vrai de dire : l'expertise est conditionnée étroitement par la procédure. Celle du procès civil, rigide, sévère, limite les possibilités de travail et cantonne trop souvent les résultats dans le domaine des probabilités. Mais la tolérance des juges, le sens que les parties ont de leurs intérêts ont créé une manière de procédure officieuse qui rejoint celle, très souple, du procès criminel.

Les entraves de la procédure sont maintenant des cas d'espèce. Il faut retenir que, dans des cas nombreux au civil et presque toujours au criminel, la pratique a su la faire assez élastique pour que l'expert puisse travailler comme si elle n'était pas.

2° Rôle du juge.

L'école italienne de criminologie et son chef, Enrico Ferri, voudraient que, par une réorganisation judiciaire complète, l'expert devînt un véritable juge : ses conclusions s'imposeraient au magistrat. Nous restons, en France, très éloignés de cette conception que les experts, je le sais, seraient les derniers à adopter. Le juge reste libre de suivre ou de rejeter les conclusions de l'expert.

On pourrait imaginer, malgré le rôle différent du juge dans le procès civil et dans le procès criminel,

que, dans les deux domaines, la valeur de la preuve apportée par l'expertise sera la même à ses yeux.

Au civil comme au criminel, en effet, il n'y a aucune distinction à faire, au point de vue de la force probante, entre les constatations du rapport et les conclusions qui en sont tirées. Le juge reste l'appréciateur souverain. Il serait même désirable que, grâce à une éducation professionnelle complète, il pût contrôler scientifiquement les rapports qui lui sont soumis. Ce contrôle ne demanderait pas de longs efforts ni une haute spécialisation : l'expert rédige un rapport dans lequel il mentionne les opérations auxquelles il s'est livré, son avis et les motifs de cet avis. Si la rédaction est claire, et si elle s'accompagne d'illustrations photographiques et de microphotographies, grâce à quoi les constatations faites par le spécialiste deviennent évidentes, il suffira au juge qu'une légère expérience étaye une lecture minutieuse pour décider en connaissance de cause s'il adoptera ou rejettera les conclusions de l'expert. Quelques juges, on le devine, sont liés par l'argument d'autorité et suivent toujours l'expert parce qu'il est compétent... ou célèbre. Mais beaucoup d'autres savent être ces vérificateurs minutieux qu'exige la loi. Et j'en connais qui demandent aux experts le double des rapports, afin de les garder et d'enrichir leur expérience.

En réalité, bien souvent, la preuve a une valeur bien différente pour le juge civil et pour le juge criminel. Et cela est inévitable.

Au civil, ce sont les parties qui font le procès. Ce rôle des parties se manifeste, pour l'expertise, d'une double manière. D'abord, leur choix s'impose au juge.

Si elles se sont mises d'accord, le tribunal devra nommer des experts qui ne seront peut-être pas ceux qu'il eût désignés, à qui il n'accorde qu'un crédit relatif, dont les conclusions lui seront suspectes. Puis, les parties doivent pouvoir contrôler et discuter le rapport. L'expertise est contradictoire. Le juge n'a plus, alors, en face de lui, l'expert seulement : il a l'expert et les parties. D'autre part, il est constant, dans la loi et dans la jurisprudence, que le juge ne peut pas se prévaloir de ses connaissances personnelles pour les substituer à un rapport d'expert. Sa quête de la vérité est, ici, strictement mesurée. Dans cette triple limitation, la preuve apportée par l'expert lui paraîtra peu certaine, sa valeur assez faible. Et il n'aura d'autre moyen d'accomplir sa mission de juge que de tenir l'expertise pour non avenue.

Au criminel, la valeur de la preuve s'impose au juge avec une toute autre certitude. Le juge a choisi l'expert. Il connaît celui qu'il a désigné. Il sait, par sa propre expérience, ou par celle de ses collègues, que la preuve va lui être apportée par un homme compétent, sérieux, qui ne conclura que dans la limite où l'espèce et les moyens techniques lui permettent de conclure. Il décidera en dernier ressort d'après son intime conviction. Il a sur l'expert le pouvoir de contrôle le plus large. Il vérifie l'expertise à la lumière d'autres faits et il peut, selon l'expression de M. René Garraud, « ne la retenir comme élément décisif de conviction que si elle est corroborée et appuyée par d'autres éléments circonstanciels distincts de l'appréciation même des experts. » Dans ces conditions, si le juge croit pouvoir adopter les

conclusions de l'expert, la valeur de la preuve sera limitée peut-être, certaine, en tout cas, dans les limites mêmes qu'il aura fixées, et elle rejoindra souvent la certitude même où l'expert est parvenu.

3° *Nature du document à expertiser.*

J'ai peu de choses à dire sur ce point. Cela ressort des observations présentées aux chapitres III et IV. Il y a, en dehors de tous les cas d'espèces, un triple degré de la certitude dans l'expertise des écritures :

Pour les faux par altération, la certitude est absolue, par cela seul que le résultat existe. La preuve s'imposera au juge avec la force des faits. La certitude sera celle qu'il voudra bien accorder à des faits non restitués par lui, mais qu'il vérifie.

Pour les faux par transfert et à main guidée, la certitude n'a jamais la rigueur qu'elle atteint dans les cas précédents. L'expert ne reconstitue pas le fait : le grattage, le lavage, la surcharge décelée par la microphotographie, ou l'adjonction révélée par les rayons ultra-violets et l'analyse de l'encre, mais il peut aboutir à des constatations matérielles que le juge, après lui, contrôlera. Il met en lumière, par la photographie et la microphotographie, certains faits : reprises, retouches, tremblements, inégalité de calibre, différences dans les obliquités. Ces faits s'imposent à tous. Et de leur abondance, de leur constance, il pourra tirer des conclusions qui auront la rigueur des lois scientifiques. C'est dire que la certitude ne sera pas, ne pourra jamais être celle des faits. Mais la valeur de la preuve apportée sera infiniment supérieure à celle où eût conduit une simple opinion

d'expert, même très habile. Le juge, ici, pourra limiter sa vérification à ceci : d'après les constatations matérielles, les faits établis par l'expert, celui-ci était-il en droit de conclure comme il l'a fait ? C'est en somme la valeur de la loi qui fera la valeur de la preuve, et c'est sur elle que devra porter le contrôle du juge.

Pour les faux par imitation et par déguisement, la valeur de la preuve est une question d'espèces. Ici, plus qu'ailleurs, « tant vaut l'expert, tant vaut l'expertise ». La certitude absolue n'existe à peu près jamais, sauf dans des cas exceptionnellement faciles où des idiotismes extrêmement rares, l'abondance des pièces incriminées, les résultats de l'analyse graphométrique, et, de plus, parfois, l'existence de faits (surcharges, retouches, tremblements) coïncident pour donner aux conclusions la valeur de lois scientifiques. Hors ces hypothèses privilégiées, la certitude se restreint à tous les degrés de la probabilité, depuis « Il y a quelque raison de croire », « il n'y a pas de raison technique d'admettre » jusqu'aux « probabilités très fortes » ou « extrêmement fortes » ou « les plus fortes » ou « les plus voisines de la certitude ». Qu'est alors la valeur de la preuve ? Elle est celle de l'expert, essentiellement, de sa prudence et de son esprit scientifique. S'il est assez sage et assez consciencieux pour ne jamais conclure *ultra vires probæ*, la preuve pourra être très faible, mais, dans les limites de l'espèce, sa valeur sera réelle. Dans le cas contraire, le juge, après contrôle, devra ne pas tenir compte de l'expertise.

4° *L'expert.*

Le rôle de l'expert dans la valeur de la preuve ressort de tout ce qui précède. Supposons-le très habile, d'une compétence éprouvée, d'une formation rigoureusement scientifique et d'une honnêteté entière : la preuve aura exactement l'importance et la valeur de la certitude où elle peut atteindre.

Le choix de l'expert entre donc pour une part considérable dans la preuve apportée par l'expertise. Cette question du choix reste assez difficile à résoudre d'une façon heureuse tant que le recrutement des experts sera libre. Et ce n'est peut-être pas encore le moment de procéder à une organisation complète de l'expertise des écritures, et des spécialistes qui s'en occupent. C'est une science encore bien fragile, en évolution perpétuelle, en incessant devenir. Il n'est pas bon de lui donner déjà des règles qui la figeront. Il faut qu'elle reste, tant qu'elle n'est pas fortement constituée, la matière plastique, souple, où tous les gens de bonne volonté pourront apporter leur petite lueur. En l'état actuel des choses, il reste au juge à choisir l'expert qui a fait ses preuves, qui a derrière lui ses travaux, ses résultats. Il lui reste de s'adresser à des laboratoires où le travail subit un minutieux contrôle, où l'outillage est complet et où, du moins, le spécialiste enrichit et renouvelle sans répit son expérience.

Ce sont peut-être des solutions provisoires, empiriques, je le veux bien. Elles permettent au moins d'attendre avec un maximum de sécurité l'organisation légale des experts dont, pour ma part, je n'aperçois pas très clairement les statuts. Un décret récent

vient de réglementer les experts comptables. Mais combien, ici, la matière était plus simple.

*
**

Voilà donc l'expertise entrée dans la voie scientifique. Les progrès des experts, l'introduction des méthodes de laboratoire, lui permettent d'apporter souvent des preuves plus solides, moins conjecturales qu'autrefois. Cette preuve varie, selon l'expertise, d'une simple opinion à la solidité d'un fait. Sa valeur est celle du degré de certitude où elle peut atteindre, grâce à la compétence de l'expert, grâce à la nature du document à examiner, grâce à la liberté de la procédure et grâce au crédit que le juge veut ou peut lui accorder suivant le rôle qu'il joue dans le procès. Cette preuve n'a pas toujours, a peu souvent même, la valeur d'une certitude absolue. Mais, ce qui est essentiel, ce n'est pas d'apporter toujours la certitude. C'est de savoir mesurer exactement la valeur des résultats et le degré de la certitude.

C'est à quoi, dès maintenant, l'expertise des écritures est parvenue. C'est cette connaissance de sa faiblesse et de ses incertitudes qui fera sa force de demain.

Vu :

Lyon, le 10 Juin 1927.

Le Président de la Thèse,
ROUBIER.

Vu :

Lyon, le 11 Juin 1927.

Le Doyen de la Faculté,
L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 11 Juin 1927

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
GHEUSI.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRÉ. — Le principe de la neutralité du juge en matière civile. *Thèse*, Paris 1910.
- BERTILLON (Alphonse). — La comparaison des écritures et l'identification graphique, in *Revue Scientifique*, 18 décembre 1897 et 1^{er} janvier 1898.
- BINET (Alfred). — *Les révélations de l'écriture*. Paris, Alcan, 1906.
- COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français*. Paris, Dalloz, 1923.
- CRÉPIEUX-JAMIN. — *Les bases fondamentales de la graphologie et de l'expertise en écritures*. Paris, 1926.
- DESTABLE (Jacques). — L'expertise en écritures. — Ses méthodes récentes. *Thèse*, Paris 1925.
- FRAZER (Persifor). — Des faux en écritures et de l'écriture. — Traduit de l'anglais, Guillaumin et Cie, 1899.
- GARRAUD (René). — *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*. Paris, Sirey, 1907.
- HUMBERT (Pierre). — L'expertise en écritures. Etude théorique et pratique. Paris, *Société de graphologie*, 1907.
- ITASSE (Gustave). — Le faux devant l'histoire, devant la loi, devant la science. Paris, Ch. Delagrave, 1898.
- LOCARD (Edmond). — L'enquête criminelle et les méthodes scientifiques (in *Bibliothèque de philosophie scientifique*). Paris, Flammarion, 1920.
- *Manuel de technique policière*, Paris, Payot, 1921.

- Méthodes de laboratoire de l'expertise en écritures (in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*). Bruxelles, janvier 1921.
 - L'expertise des écritures par les méthodes scientifiques, in *Revue générale des sciences*, Paris, juillet 1922.
 - *Handbùch f. Kriminalistik*, Vienne, 1927.
 - Faux sur découpage, in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, Bruxelles, 1927.
- PAULIER. — Etude sur l'écriture artificielle dans les documents forgés, chez l'auteur, Bruxelles, 1913.
- PICARD (Maurice). — De la commune renommée dans ses rapports avec la théorie des preuves. *Librairie générale de droit et de jurisprudence*, Paris, 1912.
- RAVENEAU. — *Traité des inscriptions en faux*. Paris, 1666.
- RECHTER (G. de) et TIHON (A.). — L'évolution de l'expertise en écritures, in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, Bruxelles, juin 1922.
- SOLANGE PELLAT. — Les lois de l'écriture. Graphophonie. Paris, 1927.
-

TABLE DES MATIERES

Introduction	5
Chapitre Premier. — A. — Historique	9
B. — Procédure	23
Chapitre II. — Les diverses familles de faux.....	29
Chapitre III. — Les Méthodes de Laboratoire	43
Chapitre IV. — La vérification d'écritures. Faux par imitation. Faux par déguisement. Identifications d'écritures.....	63
Chapitre V. — L'expert en écritures.....	83
Chapitre VI. — Nature et valeur de la preuve Le degré de certitude.....	91
Bibliographie.....	109

